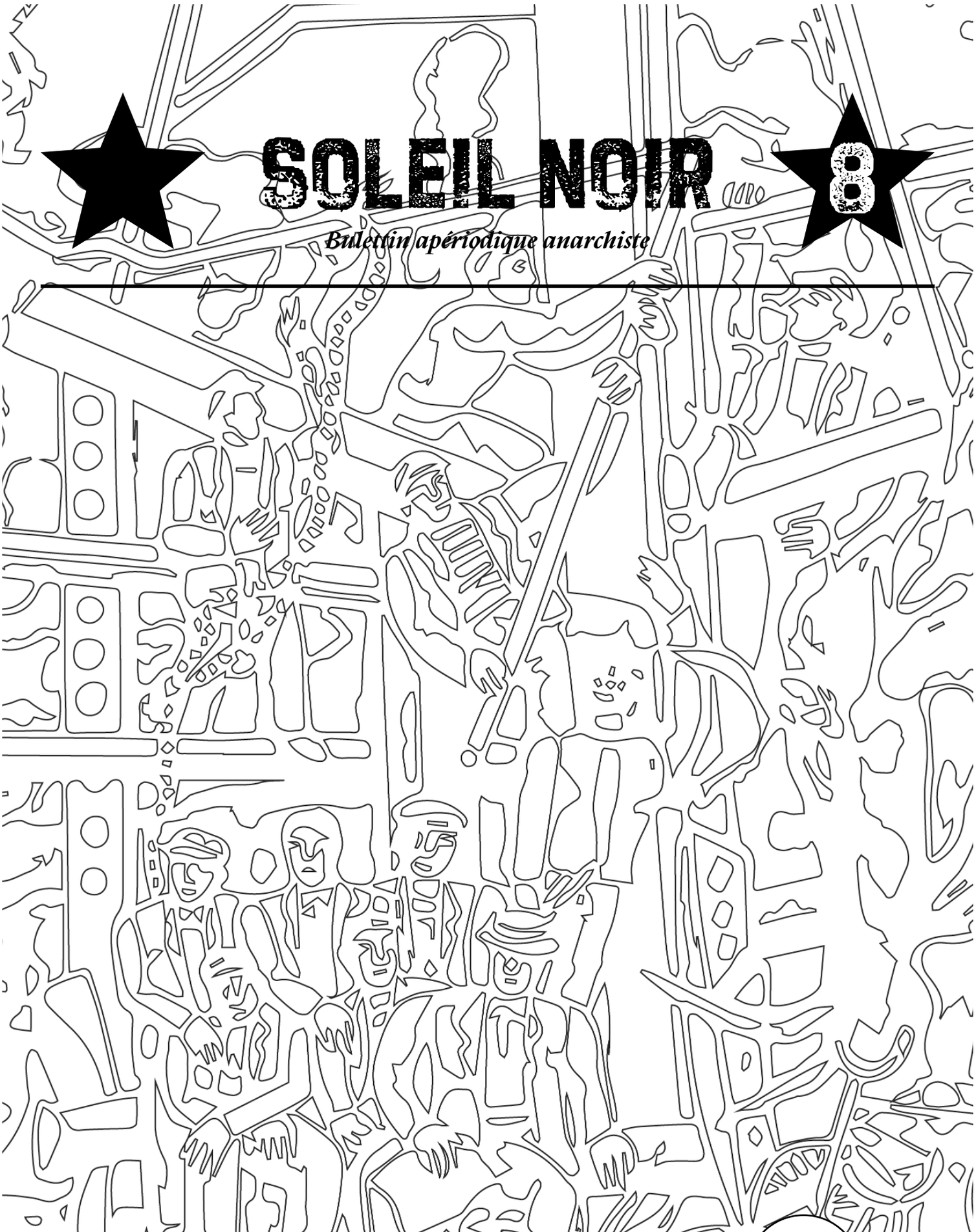
SOLEIL NOIR 8

Bulletin apériodique anarchiste



PRIX LIBRE

Caen, aout 2024.

ET LE SOLEIL EST NOIR...

Si notre soleil est noir, c'est parce qu'une tâche se pose chaque jour sur notre cornée : là, troublant notre idéal, domination, opression, exploitation. L'ombre pesante du pouvoir et de l'autorité vient obscurcir notre goût insatiable de vivre et notre désir de libérté et d'égalité.
Soleil Noir est une aventure collective. Pour autant, vous ne trouverez ici ni le Nous d'une position — d'un Parti pas si imaginaire que ça par exemple —, ni celui d'une Organisation, mais des textes, des analyses, des infos qu'il semblait important de mettre en circulation. Souvent glané dans des revues amies, ou rédigé par nos soins ou collectivement dans des assemblées ou des collectifs, tout ce «*fatras*» cherche à «*éclairer*» les situations que nous vivons, à alimenter nos révoltes et nos désirs de détruire ce vieux monde.
Si Soleil Noir n'est pas écris à partir d'une position homogène et monolithique, il n'en demeure pas moins que notre «rédaction» partage de réelles affinités. Loin des poses militantes, pragmatiques ou radicales, et du goût consensuel de la composition politique, l'aventure vise à renouer avec un anarchisme autonome des structures politiques et syndicales, partipant à son humble mesure à combattre ce monde d'exploitation et de dominations.
Chaque participation est le fruit de réflexions individuelles ou collectives, mais ne vise en rien à refléter une position commune et consensuelle à l'ensemble des contributeurs et contributrices. Vous pouvez vous-même proposer des contributions en nous envoyant des textes ou en nous contactant pour nous rencontrer.
Ce bulletin ne se veut pas un outil de promotion de l'anarchisme ou de propagande, comme les aiment les idéologues et les publicitaires de tout poil, encore moins un outil d'expertise comme les affectionnent les sociologues, économistes, enquêteurs-militants et conseillers scientifiques.
C'est le parti pris de diffuser des textes et des analyses souvent éparpillés dans des fanzines, des revues, des journaux ou sur le net, d'y ajouter informations et analyses personnelles, le parti-pris de participer à partager ces éléments hors du «*milieu radical*», et de tout ce qu'il peut parfois avoir de clos. Le bulletin est diffusé en format papier et numérique. Son impression papier comme sa diffusion de la main à la main sont vivement conseillées, pour alimenter vos Infokiosk ou vos lieux de diffusion (squats, locaux, librairies).

Soleil Noir,
soleilnoir-caen@riseup.net

DANS CE NUMÉRO :

PAGE 3 La guerre est toujours une boucherie

PAGE 5 Nationalisme, quand tu nous tiens...

PAGE 7 Kamo !

PAGE 8 Nouvelle-Calédonie : l'insurrection kanak et l'industrie du nickel

PAGE 14 Solidarité avec l'insurrection kanak !

PAGE 17 Le Maoïsme à travers le petit livre rouge, par Ngô Van

PAGE 24 Et pour quelques poignées de radiations de plus...

PAGE 27 Contre le Front populaire, l'extrême-droite, le système électoral et la politique !

PAGE 32 1938. L'état français contre les indésirables.

PAGE 34 L'encre.

PAGE 35 L'autre tradition critique de la réification

PAGE 41 L'employé, figure contemporaine de la dépossession

PAGE 44 André Léo la communarde

PAGE 46 A l'assaut du ciel !

PAGE 48 « Lutter », Eugène Bizeau

LA GUERRE EST TOUJOURS UNE BOUCHERIE

Les commémorations du Débarquement de 1944 en Normandie participent à la légitimation de la guerre et du nationalisme, surtout en ces temps belliqueux. Il n'est d'ailleurs jamais question des dizaines de milliers de civils ensevelis sous les bombes, des villes rasées (comme Caen), des viols et des massacres qui ont accompagné le Débarquement.

Aujourd'hui, la guerre est partout : en Ukraine, envahie par l'armée russe ; en Palestine, où la population est massacrée par l'Etat israélien ; en Birmanie, où la dictature des généraux cherche à éliminer leurs opposants et opposantes ; au Soudan, où la révolution populaire est effacée par une guerre entre généraux ; au Yémen, où la révolution qui a chassé le dictateur est elle aussi effacée par un conflit entre les islamistes Houthis et un gouvernement autoritaire soutenu par un cartel d'Etats ; en République Démocratique du Congo, où une myriade de groupes armés et les forces gouvernementales s'affrontent pour le contrôle des ressources ; etc. Partout, ce sont les populations qui trinquent et la liberté qui est étouffée.

En France aussi, la guerre se prépare. Il faut prendre au sérieux les déclarations va-t'en guerre de Macron et consorts. L'Union européenne a d'ores et déjà acté la guerre contre la Russie. La seule question en suspens est celle de son niveau d'intensité. La généralisation du Service National Universel avec ses levées de drapeau, les interdictions de manifester en soutien à la Palestine, la militarisation de la police, la mise en place d'une économie de plus en plus axée sur la guerre (plus de 400 milliards prévus pour l'armée entre 2024 et 2030), et bien d'autres dégueulasseries préparent les esprits et préparent les armes des guerres à venir. Le bruit des bottes n'est jamais une bonne nouvelle pour les aspirations à la liberté. Quoi de mieux que la militarisation pour écraser toute divergence et imposer la soumission derrière la patrie ? Ne parlez plus d'exploitation au travail, des ravages industriels, de la misère, de la dépossession à tous les étages : obéissez et au besoin devenez de la chair à canon ! Derrière la guerre et ses horreurs se cache toujours la faillite de l'étatisme et de ses frontières, du nationalisme, de la religion, du néocolonialisme, c'est-à-dire de toutes les logiques autoritaires et identitaires qui divisent artificiellement l'humanité au profit de quelques personnes décidant de la vie de tous les autres. L'idée de "peuple" charrie avec elle la mentalité de troupeau, le culte des chefs, l'esprit de martyr, les fosses communes et les génocides.

De notre côté, nous continuerons de porter une position internationaliste solidaire avec tous les exploité-es et les amants et amantes de la liberté, quelle que soit leur origine. Il n'y a pas de guerre juste et il n'y a pas à choisir un camp plutôt qu'un autre. Pourquoi choisir entre tel ou tel Etat, aspirant ou en place, avec ses soldats égorgeurs ? Pourquoi choisir entre tel ou tel chef, avec ses flics pour mettre au pas ? Nous serons toujours les perdants et perdantes de ces situations.

La guerre profite à certains et certaines. Les profits des industries de mort s'accroissent et la France est ainsi devenue le second fournisseur d'armes dans le monde après les Etats-Unis. L'Etat français et ses industries d'armement sont donc directement responsables des massacres d'un bout à l'autre de la planète, tout en faisant ensuite la chasse à celles et ceux qui les fuient et viennent se réfugier chez nous.

La guerre commence donc ici, dans les zones industrielles de nos villes. C'est d'ailleurs pour cela qu'en novembre 2023, des rebelles ont scié un pylône électrique et incendié une ligne haute-tension pour couper le jus de deux sites de production du groupe Aubert et Duval. Celui-ci fournit des pièces pour des sous-marins d'attaque à Naval Group, pour des Rafales à Dassault et pour les centrales nucléaires à Framatom. Les guerres sont possibles grâce à un tas d'usines et laboratoires d'apparence anodines, qui méritent d'être attaqués et mis à l'arrêt.

S'opposer à la guerre, c'est aussi empêcher tout ce qui fait sa promotion, par exemple le projet de DDay Land (rebaptisé Normandy Memory) envisagé à Colombelles. Cette espèce de parc d'attraction marchand à la Puy-du-Fou cherche à occulter la réalité brutale de ce qu'est la guerre et son horreur absolue, pour en faire un spectacle fun et rémunérateur. Il n'est pas question qu'une telle chose s'installe.

Contre leur guerre, contre leur paix !
Révolution sociale !

Contre leur guerre, contre leur paix !

Texte de présentation d'une semaine antimilitariste organisée début juin à Caen, Local Apache.

nonauddaylandcaen@riseup.net

À Colombelles comme ailleurs, la guerre n'est pas un spectacle

Plus de quatre ans après la première annonce par Hervé Morin, c'est le grand retour du *D-Day Land*, projet privé « d'expérience immersive » dans la bataille de Normandie. L'idée, aussi simple que nauséabonde est de faire revivre contre de l'argent à un public passif « les meilleurs moments de la fin de la guerre ». D'un point de vue plus concret, il s'agira d'une énorme tribune se déplaçant de scène en scène en tachant de rendre spectaculaire et attractive la guerre. Nouveau nom, nouvelle localisation le projet déjà rejeté à Carentan-les-Marais ne fait pas pour autant peau neuve. Il revient en catimini, mais l'idéologie restera la même : faire de l'argent en glorifiant de prétendus « héros de guerre ».

Alliage d'industrie polluante et mortifère : le tourisme et la guerre

Le nouveau « *Normandy Memory* », le 3e de la série (le projet change de nom à chaque polémique ou coup d'arrêt) s'adresse à un tourisme de masse international et anglophone. Il semble clair que, à travers ce projet, quelques entrepreneurs du fraîchement 2e pays exportateur d'armes au monde tente de s'ouvrir au marché touristique du 1er pays exportateur d'armes au monde (les États-Unies). La guerre, ça rapporte gros aux capitalistes, avant, pendant et après. Le contexte général renforce le malaise autour de la persévérance à vouloir voir advenir ce projet : multiplication des guerres (Ukraine, Yémen, Soudan, Birmanie, Palestine, etc...) montée du nationalisme, ouverture d'usine d'obus, spectre de la guerre de plus en plus présent sur le territoire, SNU (Service National Universel), renforcement du nucléaire (civil et militaire, si tant est qu'il y ait une différence), ... La période semble bien être à l'enrégimentation et à l'installation de la guerre comme « une possibilité » dans l'imaginaire collectif français. Le bruit des simulations de bombardement ne cache pas le bruit des bottes qui reviennent. Face à tout ça, il est urgent de faire la guerre à la guerre en s'opposant à tout ce qui renforce son hégémonie et sa potentialité, donc de s'opposer au *D-Day Land*.

Colombelles ou la petite ville idéale du libéralisme

Les futurs terrains du *D-Day Land* sont sur le plateau de Colombelles (Caen la Mer a sans surprise manifesté son soutien au projet en acceptant de vendre les terres). La parcelle se situe dans un écrin de modernisme libéral : pôle de performance Effiscience, pour les adeptes de start-up, ferme solaire, pour les fans d'énergie industrielle, éco-quartier en tout béton, pour celleux qui n'ont pas peur des paradoxes. Avec le *D-Day Land*, le maire « socialiste » de Colombelles ferait de sa commune le parfait prototype de la commune capitaliste. Ceci dit, ce mot de contexte local ne doit pas faire oublier que le projet en lui même est nocif et que nous le combattons à Carentan, à Colombelles ou ailleurs. Ce projet ne se fera pas ! Pour auto-organiser l'opposition, sur des bases anti-autoritaires et ouvertes à la pluralité des moyens d'action, nous vous convions le jeudi 2 mai à 18h à une réunion publique contre le *D-Day Land* au Squat de la Pouponnière à Caen. Le lieu de la réunion est particulièrement important puisque ce squat est expulsable à partir du 30 juin. Il accueille aujourd'hui plus d'une centaine de personnes exilées. La vente d'armes, spécialité française, et les guerres qu'elle permet, est une des causes principales de l'exil forcé de bon nombre de personnes. À Caen et ailleurs, Hervé Morin et ses allié·e·s qui soutiennent le projet font en même temps la guerre aux exilé·e·s présent·e·s sur le territoire. La lutte contre ce projet de propagande militariste ne saurait donc s'inscrire hors d'une solidarité internationale en acte.

Texte d'appel pour une réunion publique contre le D-Day Land, mai 2024, Caen.

NATIONALISME, QUAND TU NOUS TIENS.

« Il n'y a qu'une seule guerre de libération : celle qui, dans tous les pays, est menée par les opprimés contre les oppresseurs, les sans-patrie contre leurs propres États ».

Quand on parle de nationalisme, on pense d'abord aux nervis d'extrême-droite et aux ratonnades. On oublie qu'il existe un nationalisme de gauche très ancien, nourri aux vieilles stratégies marxistes-léninistes et maoïstes de luttes de libération nationale. En gros, l'urgence dans les pays les plus pauvres est à s'émanciper des tutelles impérialistes (Etats-Unis, France, Royaume-Uni, etc.) en construisant leur propre Etat national. Le communisme attendra... Evidemment, à l'époque (et souvent encore aujourd'hui), Russie et Chine n'étaient pas considérés comme des forces impérialistes. Les mêmes agissements devenaient étonnamment des avancées vers l'émancipation sous pavillon rouge.

C'est en héritier et héritière de ce carcan idéologique que nombre de gauchistes (et parfois d'anarchistes) se précipitent pour se solidariser avec la Palestine, et plus précisément avec les forces avant-gardistes censées les guider : pour les plus traditionnels, avec le Front Populaire de Libération de la Palestine (organisation marxiste-léniniste proche de l'Iran des Ayatollahs et qui a défendu une position pro-Assad pendant la révolution syrienne), pour les moins regardants, avec le Hamas (organisation islamiste fondée par des membres des Frères Musulmans et adepte des pogroms de masse).

J'ajoute au passage qu'il se passe à peu de choses près la même chose en Ukraine : que des personnes prennent les armes pour se défendre contre une armée venant les envahir est une chose bien compréhensible, que des anarchistes nous vendent pour le justifier que prendre l'uniforme n'est pas un problème, puisque cela se fait au nom de la société ukrainienne et non de l'Etat ukrainien, ou que le pouvoir de l'OTAN est plus acceptable que le pouvoir russe, en devient un. Les justifications alambiquées masquent mal le virage nationaliste, là où un aveu d'incertitude et de perplexité sur ses propres actions que des conditions bien délicates ont poussé pourraient suffire. On fait parfois bien comme on peut dans des situations très défavorables.

Luttes de libération nationale et luttes anti-impérialistes à la mode marxiste-léniniste réhabilitent les vieux logiciels autoritaires : il faudrait un Etat fort avec un peuple docile nourri au sentiment national. Derrière se retrouve l'idée que la nation serait une réalité universelle : il existerait des peuples bien spécifiques aux autres, avec des critères objectifs comme le territoire, la langue, la culture. Eric Hobsbawm, dans *Nations et nationalismes depuis 1780*, renverse la perspective du nationalisme – ou plutôt, la remet à l'endroit : les nations sont des phénomènes historiques récents. Elles sont façonnées par les Etats et les nationalistes, et non l'inverse. Ce ne sont donc ni des produits naturels, ni des nécessités historiques, mais des constructions sociales, fruits de l'effort d'individus au pouvoir s'étant constitués en forces sociales capables de les imposer.

Par ailleurs, le nationalisme est à la base de l'impérialisme, c'est-à-dire contre quoi ce que les gauchistes s'en revendiquant prétendent lutter. Comme le rappelle Fredy Perlman dans *L'appel constant au nationalisme*, le nationalisme a servi en quelque sorte de serre, où le capital a pu croître et germer, se répandant ainsi à travers le globe. Il serait donc bien curieux qu'il puisse devenir un antidote. Pourtant, certains courants révolutionnaires semblent persister à s'imaginer que les fièvres nationalistes et les guerres de libération nationale pourraient démanteler l'empire capitaliste. L'histoire montre pourtant que ces luttes consistent à remplacer l'oppression des colonialistes par l'oppression de la bourgeoisie locale et autochtone. Le nationalisme reste chevillé au corps du capitalisme, tantôt dilué dans la logique marchande globale, tantôt exacerbé par la logique défensive ou conquérante des terres et ressources. Et ce, à gauche comme à droite.

Evidemment, une autre solidarité, n'abandonnant pas la critique, peut se tisser avec les Palestiniens et Palestiniennes. Face à la destruction minutieuse et patiemment organisée de la bande de Gaza,

il n'est pas possible de rester indifférent. Le sort réservé avant cela aux Palestiniens et Palestiniennes suffisait d'ailleurs largement à vouloir agir. La colonisation en est au point qu'il n'y a plus d'espace non contrôle par l'armée et les colons israéliens sauf la bande de Gaza, qui est un mince espace enclavé entre Egypte et Israël, sorte de prison à ciel ouvert où plus de 2 millions de personnes essaient de survivre malgré les pénuries d'eau et de nourriture, les coupures d'électricité – et qui maintenant crèvent sous les bombes. A 80 km se trouve Tel-Aviv, capitale de l'Etat israélien et ville la plus chère du monde, où le prix du m^2 atteint les 15000€. Mais ce n'est certainement pas une raison pour abandonner les perspectives les plus émancipatrices, de céder aux sommations de choisir son camp ou de s'allier en politicien et politicienne avec l'ennemi de mon ennemi. Tout au contraire : la question palestinienne dévoile, encore une fois, la faillite de l'étatisme, des religions et du nationalisme.

Il n'y a pas à choisir un camp plutôt qu'un autre dans une guerre. Les guerres ne portent que des perspectives autoritaires : elles ramènent tout à l'Etat, qu'il soit constitué ou désiré ; elles s'appuient sur des idéologies du pouvoir, qu'elles soient religieuses ou nationalistes, et qui toutes diluent l'individualité dans la masse et favorisent une mentalité de troupeau. *Ni patrie, ni nation, vive la révolution !*

Heimatlos

KAMO !

Nous signalons l'existence d'une brochure d'André Dréan, intitulée *Kamo !*, qui revient sur les massacres de la grotte d'Ouvéa en 1988. Elle a été remise en circulation à l'occasion de la révolte en cours en Kanaky. Elle commence ainsi :

« *Comment ne pas ressentir un violent sentiment de haine devant les ignominies étalées par les médias au lendemain du massacre d'Ouvéa ? Jappements satisfaits de la soldatesque, prenant la pose devant les cadavres comme à un safari, larmes de crocodile des démocrates moralisateurs, trop contents que des martyrs leur permettent une fois encore de sortir de leur trou à rats, rien n'a manqué au répugnant spectacle politique. Ils se croient revenus aux beaux jours de l'Empire colonial, tous ces vampires ! Quelle dérision, s'il n'y avait eu tous ces morts et toutes ces tortures. A chaque crise coloniale, la civilisation moderne révèle au grand jour ce qui la fonde : la barbarie de la marchandise et de l'État.* »

Elle se termine par ces mots de Louise Michel, qui a été déportée en Kanaky comme punition pour sa participation active à la Commune de Paris :

« *Faut-il avouer ? Ce sont mes amis noirs surtout que je regrette [...]. Oui, je les aimais et je les aime, et ceux qui m'accusaient, au temps de la révolte, de leur souhaiter la conquête de leur liberté avaient raison. La conquête de leur liberté ! Est-ce possible qu'ils aient donné de telles preuves d'intelligence et de courage. Qu'on en finisse avec la supériorité qui ne se manifeste que par la destruction ! Parmi les déportés, les uns prenaient parti pour les Canaques, les autres contre. Pour ma part, j'étais absolument pour eux. [...]. Pendant l'insurrection canaque, par une nuit de tempête, j'entendis frapper à la porte de mon compartiment de la case : "Qui est là ?", demandais-je. "Taïau", répondit-on. Je reconnus la voix de nos Canaques apporteurs des vivres (taïau signifie ami) [...]. Ils venaient me dire adieu avant de s'en aller à la nage par la tempête rejoindre les leurs, "pour battre les méchants Blancs". Alors, cette écharpe rouge de la Commune que j'avais conservée à travers mille difficultés, je la partageai en deux et je la leur donnai en souvenir.* »

Mémoires, Louise Michel

NOUVELLE-CALÉDONIE : L'INSURRECTION KANAK ET L'INDUSTRIE DU NICKEL

Repris de sansnom.noblogs.org

Malgré le volontarisme des autorités coloniales françaises, qui annoncent jour après jour à grand renfort de communiqués un retour à la normale, la situation en Nouvelle-Calédonie est loin d'être réglée quatre semaines après le déclenchement de l'insurrection d'une partie de la jeunesse kanak. Et certains signes ne trompent pas, comme le maintien du couvre-feu (18h-6h) au moins jusqu'au 17 juin, la réquisition de stations-service à destination exclusive des flics et militaires qui vient seulement d'être levée le 8 juin, ou encore le fait que l'aéroport international de La Tontouta reste fermé « jusqu'à nouvel ordre ». Seul l'aérodrome de Magenta est de nouveau ouvert aux vols commerciaux depuis le 5 juin, soit aux vols internes à la Nouvelle-Calédonie vers Lifou, Ouvéa et Maré, et près de 500 touristes français sont ainsi toujours bloqués sur l'île depuis trois semaines. Quant au Nord de la Nouvelle-Calédonie, c'est l'armée qui se charge directement de l'approvisionnement (et donc du rationnement et des priorités) des magasins, en gérant les containers qui arrivent par barge jusqu'à Koné.

A l'heure actuelle, malgré la pression des 3500 flics et militaires envoyés sur place, une partie des barrages sont encore remis en place par des insurgés kanak après leur démantèlement, dans les quartiers de Nouméa ou le long de la route de 50 kilomètres qui mène à l'aéroport, sans oublier parfois de les piéger avec des bonbonnes de gaz ou même de préparer quelques surprises-maison pour les bleus : le 4 juin à Dumbéa, un gendarme est par exemple tombé au fond d'une bouche d'égout, en marchant sur des branchages placés dessus afin d'en masquer l'ouverture. « *D'une profondeur de 1m20, des fers à béton de 2 mm de diamètre avaient été positionnés au fond à la verticale pour créer des pieux. Le gendarme s'est empalé au niveau d'une jambe et un pieu métallique s'est infiltré entre le gilet pare-balles et le gilet de corps qui a été percé mais sans pénétration, grâce à la plaque en kevlar* ». Au total, sur cet archipel de 270 000 habitants, ce sont 212 policiers et gendarmes qui ont été blessés depuis le 13 mai, mais aussi un nombre important de Kanak que les autorités se refusent officiellement à comptabiliser, mais dont on sait qu'il est important et de façon parfois très grave : plusieurs insurgés ont perdu un œil ou ont les os du visage fracassés suite à des tirs policiers de flash ball, d'autres présentent des blessures par balles et sont dans le coma.

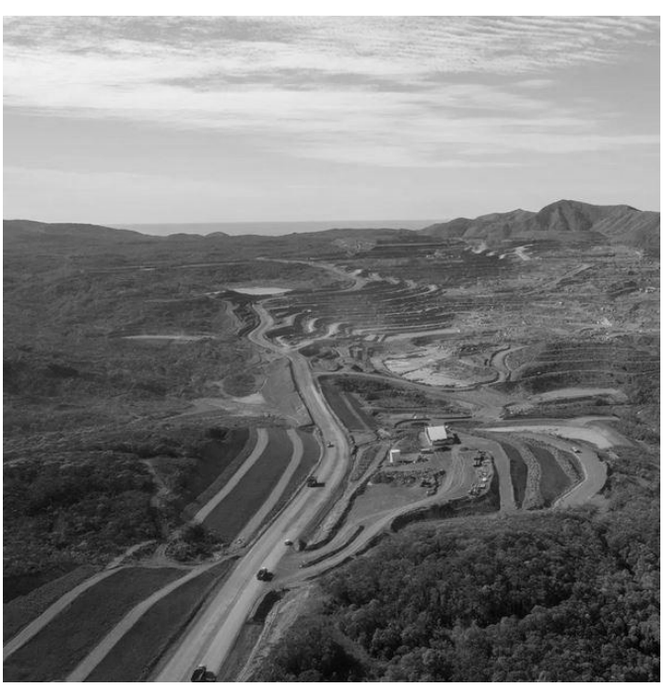
Gendarmes assassins

Deux exemples récents : le 29 mai à Dumbéa vers 20h, lors de l'attaque d'un barrage par les flics, ces derniers essuient de nombreux jets de pierre mais aussi un tir de fusil. Le GIGN réplique et tire six fois « vers » le tireur. Un insurgé est grièvement blessé : « *En dépit d'une intervention*

chirurgicale, son pronostic vital est toujours engagé, les constatations médico-légales faisant état de la présence de deux projectiles, l'un au niveau du thorax et l'autre à l'épaule ».

Puis le 3 juin vers 16h au col de la Pirogue, au niveau du barrage de la tribu de Saint-Laurent à Païta, sur la route stratégique menant à l'aéroport international, les gendarmes ouvrent le feu sur des insurgés kanak (qui d'après les pandores auraient d'abord tiré sur leur véhicule) : l'un se prend une balle dans l'épaule, et un autre dans la tête. On a appris samedi 8 juin qu'il était décédé, portant à huit le nombre de morts sur le territoire (cinq Kanak dont deux originaires de Canala, une de Maré, un de Poindimié, un de Païta / un caldoche à Kaala-Gomen / deux gendarmes, dont un tué par un collègue).

Inutile de dire que dans une telle situation, de folles rumeurs tournent sur le nombre de « disparus» bien au-delà des 8 morts officiels, tandis que les prisons de Nouméa et de Koné se remplissent à ras bord et que des prisonniers Kanak sont déportés en Polynésie et à Fresnes, le bilan officiel annonce 726 gardes à vue, 115 renvois devant le tribunal et 60 mandats de dépôts depuis le 13 mai.



L'industrie du nickel

Pour le dire rapidement, la Nouvelle-Calédonie possède un quart des réserves mondiales de nickel, exploitées dans des mines à ciel ouvert, pour alimenter trois usines de transformation pyrométallurgiques. Les deux premières produisent du ferronickel, un mélange de qualité moindre qui sert à l'acier inoxydable, et la troisième du nickel de qualité batteries (destiné essentiellement à Tesla depuis 2021).

La première usine (*Koniambo Nickel*, KNS), celle aux mains des indépendantistes kanak dans le nord, est à l'arrêt depuis février 2024 et le retrait de son actionnaire de référence, le géant suisse du négoce des matières premières Glencore. L'activité est depuis uniquement concentrée sur le maintien de l'intégrité des fours (si le four d'une usine métallurgique s'arrête en n'étant plus alimenté en minerai ou en électricité, non seulement cela peut l'endommager définitivement si l'arrêt est brusque, mais il faut aussi des mois pour le redémarrer). La seconde usine, celle historique de la SLN fondée en 1880 (*Société Le Nickel*, propriété à 56% du groupe français *Eramet*, lui même détenu à 27% par l'État français) située à Doniambo, était déjà en cessation de paiement avant l'insurrection, et maintenue artificiellement en vie grâce un prêt de l'État de 60 millions d'euros en février dernier. De plus, *Eramet* souhaite elle aussi se débarrasser de ses activités de métallurgie en Nouvelle-Calédonie, notamment depuis qu'elle exploite la plus grosse mine de nickel au monde de *Weda Bay,* sur l'île d'Halmahera (Indonésie) au beau milieu de forêts primaires, et qu'elle vient d'obtenir de gigantesques concessions d'extraction de lithium au Chili et en Argentine. En Kanaky, avec l'ensemble des cinq sites miniers qui l'approvisionnaient bloqués depuis quatre semaines, tandis que son stock de minerai a fini par s'épuiser, sans parler des émeutes qui se déroulaient à quelques centaines de mètres de son usine, c'est elle qui est l'objet de plusieurs opérations contre-insurrectionnelles de l'État français. Quant à la troisième usine, dite du Sud et située à Goro, propriété du consortium Prony Resources, elle est également en cessation de paiement, et ne survit que grâce à un prêt de l'Etat français de 140

millions d'euros accordé en mars. Son actionnaire de référence, le négociant suisse Trafigura, souhaite revendre ses parts depuis des mois, et le fameux « contrat du siècle » signé en 2021 avec Tesla est bien loin déjà. Comme pour la SLN, les activités de Prony Resources sur mine comme à l'usine sont arrêtées depuis le début de l'insurrection, même si son procédé hydro-métallurgique est différent de celui des deux autres usines de l'archipel.

7 juin 2024. La « Mutuelle du nickel » et la BNP n'ont pas échappé aux incendiaires à Dumbéa

Au fond de cette insurrection de la jeunesse kanak, en plus de la colonisation, du racisme, de l'humiliation et de la galère, se trouve donc également l'enjeu du nickel, dont les usines pyrométallurgiques qui fournissent toute la richesse artificielle de l'île (90 % des exportations de l'archipel et 25% des emplois) étaient déjà quasiment en faillite ou en stand by avant le soulèvement. Ce qui concerne d'ailleurs l'ensemble des trois principales forces en présence sur l'archipel, avec l'usine du Nord (kanak), du Sud (loyaliste) ou de l'Etat (SLN). En dix ans, l'Indonésie est en effet passée de 0 à 55 % de la production mondiale de nickel (contre actuellement 5 % pour la Nouvelle-Calédonie) avec des capitaux chinois, ce qui a fait s'effondrer les cours de près de 43% rien qu'en 2023, grâce à une main d'œuvre et un prix de l'électricité aux coûts imbattables.

Face à cela, l'Etat tente depuis des mois de redresser une colonie qu'il ne veut lâcher à aucun prix, en tentant de négocier avec le gouvernement calédonien (composé des partis loyalistes comme indépendantistes, et dirigés par ces derniers) un « *Pacte nickel* » à 200 millions d'euros de subventions sur le coût de l'énergie, avec pour contrepartie que les usines s'engageraient à fournir en priorité le marché européen des batteries pour véhicules électriques ; que ce gouvernement local augmente fortement les impôts ; qu'il autorise l'exportation de beaucoup plus de minerai brut ; et qu'il restitue provisoirement la compétence du code minier à l'État.

En somme, ce « *Pacte nickel* » qui a connu huit moutures depuis novembre 2023 et n'est toujours pas signé, est un projet visant à intensifier l'extractivisme du nickel à destination de la métropole, qui transformerait la Kanaky en un territoire purement minier, définitivement enchâssé dans un cadre néo-colonial. A l'inverse des fameux accords de Nouméa de 1998, censés acheter la paix sociale, et qui prévoyaient d'utiliser la rente minière pour favoriser le développement de la Nouvelle-Calédonie jusqu'à sa possible indépendance (d'où les trois référendums sur cette dernière de 2019 à 2021, la cession de mines et d'une usine à la bourgeoisie kanak, et la création d'un gouvernement local). Le « *Pacte nickel* » vient donc heurter à la fois les politiciens kanak qui misaient sur cette ressource pour fonder leur indépendance économique (en mode "L'Etat veut nous voler notre nickel"), à la fois la jeunesse kanak urbanisée qui dénonçait déjà les politiciens corrompus et qui ne voit jamais la couleur de tout le fric déversé sur l'archipel, ou encore les collectifs de kanak en tribu qui constatent de plus en plus les ravages engendrés par l'intensification de l'extractivisme (sur la pollution des rivières, la santé ou les glissements de terrain), et commencent à prôner une indépendance qui chasserait l'État français mais aussi les mines.

On comprend dès lors pourquoi le vote au Sénat le 2 avril puis à l'Assemblée le 15 mai du dégel du corps électoral néo-calédonien (bloqué depuis 1998), ayant pour conséquence de pérenniser numériquement la colonisation de l'archipel, a pu être l'étincelle d'une insurrection qui a dévasté méthodiquement commerces et industries de la capitale de l'île. Détruisant 570 entreprises et provoquant plus de 1,5 milliard d'euros de dégâts directs, selon le dernier bilan du haut-commissaire (préfet) Louis Le Franc, rendu public le 7 juin.

Les politiciens kanak perdent le contrôle et appellent en vain au calme

Lorsque la situation a explosé le lundi 13 mai à l'occasion du blocage du grand Nouméa, après six mois de mobilisations contre le dégel du corps électoral (dont des manifestations de 3000 personnes fin novembre, 5000 le 25 février, 15 000 le 28 mars et 60 000 personnes le 13 avril),

les politiciens kanak ont rapidement perdu tout contrôle, et ont non seulement appelé au calme, mais aussi condamné les actes des insurgé.es.
Face aux groupes de jeunes kanak mobiles, autonomes, pilleurs et destructeurs, c'est au nom de la CCAT (Cellule de coordination des actions de terrain) que Christian Tein a lancé un appel au calme dès le 14 mai sur la radio indépendantiste Radio Djido : « *J'en appelle à l'ensemble de nos jeunes de lever le pied. De rester là où ils sont, sur les bords [de route], organisés, structurés. La CCAT n'a jamais appelé à piller les magasins* », tout en sollicitant également les parents pour « *ne pas laisser [les jeunes] partir dans tous les sens.* » Une ligne qui ne variera pas, si bien que le 15 mai dans un communiqué, cette cellule précisera « *notre combat pour la Kanaky libre sera long et semé d'embûches, aussi la CCAT appelle tous les citoyens mobilisés sur le terrain à l'apaisement et au respect des consignes* », et idem le 31 mai où elle ajoutera encore que « *la CCAT n'a jamais appelé à la violence, au saccage ou à nuire aux personnes... [Elle] ne cautionne pas les actes de vandalisme. Ces actes ne doivent pas ternir notre lutte pour le bien de tous les citoyens du Kanaky.* »

Mais revenons au 14 mai, puisque ce même jour Daniel Goa, président du principal parti indépendantiste du FLNKS, l'Union calédonienne (UC, par ailleurs à l'origine de la création de la CCAT en novembre 2023), a également publié son communiqué, dans lequel il appelait « *notre jeunesse à garder son calme, à faire preuve de patience et à cesser toutes exactions, tous pillages qui ne nous honorent pas. Ce n'est pas cela la dignité et la liberté... Les pillages orchestrés cette nuit sont notre déshonneur et ne servent aucunement notre cause et notre combat, au pire ils le retardent... Ce n'est pas cela le visage d'un Kanak. Nous ne volons pas chez nous, nous sommes dignes. A tous les chefs d'entreprise touchés dans leur chair, leurs biens, leurs projets de faire vivre le Pays, je leur apporte notre entier soutien, toute notre compassion et notre grande désapprobation. Les outils de travail doivent être sanctuarisés.* »

Le 14 mai également, Louis Mapou, membre du deuxième principal parti indépendantiste du FLNKS, le Palika (Parti de libération kanak), et président du gouvernement local de la Nouvelle-Calédonie depuis 2021, a lui aussi appelé dans un communiqué « *au calme et à la raison* », ajoutant que « *toutes les raisons des mécontentements, des*

frustrations et des colères ne sauraient justifier de mettre à mal ou de détruire ce que le pays a pu construire depuis des décennies et d'hypothéquer l'avenir. »

Enfin, rajoutons que même les autorités kanak traditionnelles s'y sont alors mises en vain, comme le Sénat coutumier présidé par Victor Gogny, qui sortait son communiqué solennel, dans lequel il enjoignait qu' « *il est impératif que la jeunesse fasse preuve de retenue et de civisme, et privilégie le dialogue et la concertation pour exprimer ses revendications et ses aspirations légitimes.* » Vite rejoint d'ailleurs par le Conseil national des chefs (*Inaat ne Kanaky,* créé en 2022), toujours le 14 mai au lendemain de la première nuit insurrectionnelle, venu à son tour « *appelle[r] la jeunesse au calme, à la sagesse et au respect des consignes données par les responsables* ».

Et pour conclure, c'est directement le FLNKS (*Front de libération nationale kanak et socialiste*) qui a sorti le 15 mai sa propre position sur l'insurrection en cours, qui est pour le moins explicite sur son rôle de co-gestionnaire de la colonie depuis les accords de Matignon (1988) puis de Nouméa (1998) : « *Le FLNKS, engagé dans le développement économique et social du Pays déplore les actions perpétrées contre les entreprises et apporte son soutien aux chefs d'entreprises et salariés impactés... Il appelle à la levée des barrages pour permettre le libre accès de la population aux produits, services et besoins de premières nécessités. Cet appel est également adressé à l'ensemble des autorités politiques, coutumières de ce pays afin que chacun là où il est, contribue à ramener la sérénité et le calme auprès de nos populations.* » Une demande entendue par des membres du CCAT qui faute d'avion pour pouvoir rentrer au pays, tenaient ce même 15 mai un meeting au CICP de Paris, lors duquel Romuald Pidjot, secrétaire adjoint de l'Union calédonienne, a précisé que « *le rôle de la CCAT sera d'essayer de calmer ces jeunes, mais on aura besoin de l'aide de l'Éta*t », tandis que Rock Haocas (responsable du syndicat USTKE et coordinateur général du *Parti travailliste*, l'autre grande composante du CCAT) ne pouvait que déplorer : « *La guerre urbaine, ce n'est pas ce qu'on a voulu, mais les jeunes sont arrivés à un stade qu'on ne contrôle plus. On est dans une phase de rupture, et ce n'est pas faute d'avoir averti* ».

2 juin 2024. Incendie volontaire du convoyeur de nickel à Népoui, alors qu'il devait charger d'urgence un minéralier pour l'usine de la SLN de Nouméa.

Saboter l'industrie du nickel

Depuis le début de l'insurrection, on pouvait légitimement se demander ce qu'il en était de la situation des mines et usines de nickel en matière de sabotages (ou pas). En dehors de la capitale Nouméa, constellée de barrages, de pillages et d'incendies provoqués par de jeunes insurgé.es kanak, qu'en était-il par exemple « en brousse » et « en tribu », où vit la moitié de la population kanak ? Même si on se doute bien que les informations ont du mal à filtrer, il semble que ce soient principalement les structures minières de la *SLN* (soit de l'Etat) qui aient été attaquées, mais aussi celle de *Prony Resources* (soit l'usine du Sud des loyalistes) :

- à Thio, sur la côte Est, le convoyeur à bandes (sorte de tapis roulant) de la mine de nickel qui permet de charger les minéraliers au bord de mer a été endommagé. Les mines du Plateau et du Camp des Sapins ont également été attaquées, avec des pillages et des destructions.

- à Kouaoua, toujours sur la côte Est, le convoyeur du minerai jusqu'au quai de chargement de la baie, nommé « la serpentine » et long de 11 kilomètres, avait subi son douzième incendie en dix jours, le 1er juin dernier.

- à Népoui, un village situé au centre de la côte Ouest, un minéralier est arrivé le 2 juin de toute urgence, afin de charger 19 000 tonnes de nickel à ramener illico vers Nouméa, afin d'approvisionner l'usine SLN de Doniambo qui avait fini ses trois semaines de stocks, et risquait que ses fours soient « *irrémédiablement endommagés* ». Sauf que patatras, au beau milieu de la nuit une partie du convoyeur a été incendié, touchant une centaine de mètres du tapis-roulant. Résultat, le minéralier chargé est arrivé à bon port avec un jour de retard (le 4 juin), sachant que l'usine de Doniambo a désormais besoin de recevoir un tel bateau tous les trois à quatre jours pour fonctionner. Depuis, la SLN a envoyé un second minéralier, mais cette fois beaucoup plus au nord (du côté de la mine de Tiébaghi, à Koumac), en souhaitant que les jeunes kanak lui soient moins hostiles.

- à Houaïlou, un village de la côte Est, le *Centre de Formation aux Techniques de la Mine et des Carrières* (CFTMC) situé sur la mine de Poro, a été réduit à néant : « *Tous les outils de formation, engins miniers, salles de cours, simulateurs de conduite ont été saccagés, vandalisés et brûlés.* » Il formait les jeunes souhaitant travailler dans le secteur minier.

- à Nouméa, dès le 9 mai vers 4h du matin, le vigile positionné sur le quai avait été calmé par des inconnus, avant que les amarres du ferry *Prony Express* dédié au transport des employés de l'usine *Prony Resources* ne soient sectionnées. La vedette maritime était alors partie à la dérive. Puis à Goro, situé au sud de l'île à 1h30 en voiture de la capitale, le 23 mai c'est directement l'usine de *Prony Resources* qui a été attaquée et a perdu deux véhicules. Depuis, elle est gardée jour et nuit par 35 vigiles du groupe de sécurité privée *Erys*, mais le complexe industriel et minier est encore loin de pouvoir redémarrer, et a même déclenché le 7 juin son « Plan particulier d'intervention » (PPI), un programme visant à renforcer sa sécurité face aux menaces extérieures. En l'occurrence, « *les perturbations actuelles nous ont contraints à arrêter nos opérations. Nous faisons face à une interruption de l'approvisionnement en eau brute depuis le lac de Yaté mais également, depuis le 4 juin, nous ne sommes plus alimentés en électricité* » a détaillé le géant industriel il y a quelques jours, sans oser parler de sabotages

- Pour qu'une insurrection ne meure pas, elle a par exemple besoin d'approfondir et de dépasser ses contradictions internes, mais aussi d'oxygène, de beaucoup d'oxygène. A chacun.e, ici, au sein de la métropole coloniale française qui est en train d'écraser les insurgé.es kanak qui n'ont pas encore baissé les bras (ni les armes), de lui en donner un maximum. Par solidarité, ou tout simplement par haine de son propre Etat...

[Synthèse de la presse locale et pas que, 8 juin 2024]

SOLIDARITÉ AVEC L'INSURRECTION KANAK !

Après l'adoption par le Sénat français d'une loi électorale visant à pérenniser la colonisation de la Kanaky, l'archipel s'embrase. Le 13 mai, à l'appel des organisations indépendantistes, des rassemblements sont improvisés partout sur le Caillou, des barrages sont installés sur les axes routiers et des grèves entamées dans les principaux secteurs économiques. Rapidement la situation tourne vers la révolte ouverte. Dans l'après-midi, une mutinerie éclate dans la prison principale de *Camp-Est* et à la tombée du soir, des insurgés kanaks multiplient les barricades, s'affrontent aux forces de l'ordre et mettent le feu à des dizaines de bâtiments officiels et commerciaux.

Le lendemain, l'État instaure le couvre-feu, mais rien ne semble freiner le raz-de-marée kanak. Gendarmerie et police sont débordés, les attaques incendiaires font tâche d'huile. A Nouméa, dans les quartiers des colons, des milices loyalistes installent des barrages. Souvent armés, les loyalistes se coordonnent entre quartiers et avec les forces de l'ordre pour contenir le feu insurrectionnel. Confronté à cet embrasement diffus qui dépasse largement les structures et les consignes des organisations indépendantistes, l'état d'urgence est déclaré. Renforts policiers et militaires sont acheminés en toute urgence vers l'archipel. L'armée sécurise les ports et les aéroports, de nombreuses personnes fichées sont assignées à résidence, des réseaux de communication numérique sont bloqués. Le jeune étudiant kanak Jybril (19 ans) est tué d'une balle dans le dos par des colons dans le quartier Tindu à Nouméa. Dans la zone industrielle de Ducos, Chrétien (36 ans) et sa cousine Stéphanie (17 ans) sont exécutés par un colon. Les insurgées font aussi état de nombreuses blessées plus ou moins graves, touchées par des gendarmes ou des miliciens loyalistes. Du côté de l'État, un gendarme est mort lorsque le véhicule de service est pris pour cible par des insurgés à Mont-Dore. Deux jours plus tard, un colon qui a tiré sur des insurgées près d'un barrage est tué par des tirs de défense.

Pendant que des centaines de barrages sont érigés à Nouméa et sur les axes routiers stratégiques ailleurs sur l'île et que des dizaines de bâtiments et d'usines sont pris pour cible par des incendiaires (banques, concessionnaires, institutions, supermarchés, usines et entreprises, le centre minier de Kouaou est attaqué par des insurgés kanak. Le convoyeur de la mine de nickel, un tapis roulant qui descend le minerai de la mine vers le quai de chargement en bord de mer, sur une longueur de 11 kilomètres, est incendié et détruit, les pompiers n'ayant pu intervenir pour limiter les dégâts. Ailleurs, des engins miniers sont incendiés. Mais c'est peut-être surtout l'usine de transformation du nickel, ce métal prisé dans les alliages à usage militaire et technologique, exploité par le géant minier français *Eramet*, qui risque de briser la filière d'extraction dont l'Etat français ne voudrait à aucun prix être privée. Les trois fours de cette usine pyrométallurgique doivent en effet être alimentés en minerai 24h/24 sous peine d'être irrémédiablement endommagés. Avec les mines à l'arrêt et tout transport de minerai empêché par les barrages des insurgés, la tension est à son comble parmi les industriels du nickel. C'est d'ailleurs l'autre volet de la nouvelle loi électorale : depuis le début de l'année, l'État français essaye de faire passer un *Pacte Nickel* avec les industriels et les institutions politiques locales pour pérenniser l'extraction et le raffinage du nickel calédonien. Le *Pacte*, toujours en négociation, prévoit d'importants apports financiers de l'État pour augmenter la compétitivité du secteur en le couplant étroitement aux programmes de fabrication de batteries électriques en Europe, ainsi qu'un important investissement dans les infrastructures énergétiques, aujourd'hui défaillantes. En échange, les industriels s'engageraient à augmenter la production et moderniser les usines et les mines. Les négociations sur le Pacte avaient donné lieu à une forte mobilisation avec manifestations et barrages de la part de tribus kanak et d'indépendantistes qui le

considèrent comme un renforcement de la prise de l'État français sur l'île.

Après quelques jours, avec le réseau routier bloqué, les supermarchés et entrepôts détruits, le port en grève, des pénuries de denrées alimentaires ne tardent pas à faire leur apparition. Pour les uns, c'est le moment d'aller se ranger dans des longues queues d'attentes devant les ventes et distributions organisés sous la protection des forces de l'ordre et des milices et d'implorer le retour de l'ordre ; pour les autres, c'est toute une expérience d'autonomie insurgée et d'expropriation, ainsi que de conflits et de contradictions, qui se fraye un chemin dans le vide laissé par l'absence de marchandises et de l'État.

Les renforts policiers et militaires sont immédiatement employés pour évacuer et démanteler les barrages. Le dimanche 19 mai, une vaste opération de la gendarmerie détruit par moins de 60 barrages sur la route reliant Nouméa à l'aéroport international de Tontouta. L'objectif n'est pas seulement de rétablir la circulation, les barrages où fleurissent les drapeaux d'une Kanaky libre et indomptée sont aussi des foyers d'auto-organisation et de regroupement, de redistribution de denrées parmi les insurgés, d'échanges et de rencontres qui ne se laissent pas si facilement contrôler ou diriger par qui que ce soit (y compris les autorités coutumières ou des structures politiques indépendantistes).

En parallèle, après avoir qualifié les organisations anticoloniales kanak comme des structures mafieuses, l'Etat s'emploie pour que les politiciens kanak appellent au calme, dénoncent les violences, reviennent à la table de négociations. Des tractations sont entamées, des dirigeants politiques et syndicaux sont achetés (ou, le cas échéant, menacés), la presse est mobilisée pour décrier « *la spirale de la violence* » et de représenter l'insurrection comme une flambée émeutière sans lendemain, gangrenée par des pillards opportunistes et des bandes criminelles. En même temps, les loyalistes et leurs milices, armes à la main, suppléent activement les forces de l'ordre.

Le 23 mai, le chef de l'État français se déplace dans sa colonie de la Nouvelle-Calédonie et promet le rétablissement de l'ordre, *coûte que coûte.* Les formations politiques indépendantistes acceptent le délai de la mise en fonction de la nouvelle loi électorale proposée par le président en échange de leur concours à faire revenir le calme colonial. Dans la rue et sur les barrages cependant, les combats continuent. Un autre insurgé kanak (48 ans) est abattu par des tirs d'un gendarme hors service qui tentait de forcer un barrage à Koutio (Dumbéa). « *L'ordre républicain sera rétabli en Nouvelle-Calédonie quoi qu'il en coûte* », avait déclaré il y a quelques jours le Haut-Commissaire Louis Le Franc, en présence du commandant des forces de gendarmerie et du directeur de la police territoriale. De nouvelles structures industrielles sont prises pour cible par des insurgés kanak : un datacenter, une grosse entreprise de BTP, une usine de tubes en plastique, 300 véhicules d'un énorme concessionnaire... Dans la prison, une centaine de cellules ont été saccagés ou incendiés par des mutins, conduisant au baluchonnage par voie aérienne de dizaines de prisonniers vers la seconde prison de l'archipel, située à Koné au nord de l'île. Au lendemain de la visite du président de l'État français, la *Chambre de Commerce et de l'Industrie* calédonienne a publié un compte-rendu pour chiffres les dégâts : 350 sites industriels ou commerciaux ont été détruit. Du côté des grandes enseignes de la distribution (*Carrefour, Super U, Intermarché* exploitées en franchise par quelques familles), près de 90 % de leurs magasins ont été détruits ou lourdement endommagés. De nombreuses maisons et propriétés de colons ont été attaquées et pillées. Ainsi, le 25 mai, des dizaines de colons métropolitains ont dû être évacué par voie de mer du quartier résidentiel Kaméré assiégé par des kanaks.

Le 28 mai, fort des opérations militaires et policières contre les insurgés et les appels au calme des principales formations politiques indépendantistes qui démobilisent en partie leurs militants, l'État

décide de ne pas prolonger l'état d'urgence, tout en maintenant le couvre-feu.
L'embrasement de la Kanaky, les méthodes de lutte insurrectionnelle mise en pratique, le dépassement des cadres politiques et syndicaux, l'expérience d'une autonomie insurgée sur les barrages et dans l'action offensive, la reconnaissance entre insurgés et insurgés se battant ensemble pour déjouer le joug colonial et une Kanaky libre : tout cela continuera à hanter l'État colonial, les milices loyalistes et les exploitants des mines de nickel. D'autres territoires occupés par l'État français ou indirectement contrôlés pourraient s'y inspirer pour déclencher les hostilités. Alors, ici aussi, ne restons pas les bras croisés devant l'insurrection pour une Kanaky libre. Colonisée pour servir à la projection de puissance militaire français dans le Pacifique, creusée afin d'extraire le nickel nécessaire pour tenir à flot cette société industrielle et écocidaire, soumise pour y imposer la vision marchande et étatique du monde, de la nature et de la vie, accaparée pour y installer des colons racistes et leur culture de domination, la Kanaky ne peut se libérer que par l'action insurrectionnelle. Nous y rajouterons nos efforts pour couper les maillons industriels, étatiques et coloniaux qui enchaînent la Kanaky à l'État français, de l'industrie minière aux forces répressives, des consortiums énergétiques aux entreprises du bâtiments, des grandes enseignes aux banques. Notre solidarité ne peut pas qu'être verbale et symbolique : elle doit se concrétiser dans l'action contre les intérêts français.

Soyons du côté de l'élan de libération qui embrase la Kanaky.
Solidarité avec les luttes de libération.
Autonomie, résistance et sabotage.

anarchistes solidaires

LE MAOÏSME À TRAVERS LE PETIT LIVRE ROUGE, PAR NGÔ VAN

Le texte ci-dessous reproduit de Ngô Van a été d'abord publié dans la revue Informations et Correspondances ouvrières (ICO) n° 112-113, décembre 1971-janvier 1972.

****

Par ces notes, nous avons l'intention de contribuer à la démystification parmi nous de ce nouvel « isme » qui se manifeste bruyamment depuis mai 1968, et essayer de faire connaître ce monde si lointain qui participe à l'universalité du système d'oppression et d'exploitation inauguré un demi-siècle plus tôt en Russie sous le drapeau du marxisme-léninisme.

L'attrait exercé par le maoïsme sur les esprits dans les régions à économie essentiellement agricole où les paysans pauvres constituent la majorité des exploités, et sur une fraction agissante de la jeunesse des pays fortement industrialisés, nous semble provenir de deux faits principaux. Issue victorieuse d'une guerre de paysans menée par Mao contre la bourgeoisie et ses seigneurs de guerre puissamment appuyés par les impérialismes, et attitude antiaméricaine du régime de Mao.

Pour les paysans pauvres embrigadés sous la bannière des partis nationalistes, la victoire de Mao semble ouvrir à leurs propres luttes une perspective de succès qui fait naître un espoir comparable à celui qui agita le monde ouvrier au lendemain de la prise du pouvoir par les bolcheviks en 1917. Pour la jeunesse occidentale animée d'un esprit de révolte contre l'écrasement des faibles par les forts, et prisonnière d'un monde capitaliste en crise permanente et sans mouvement ouvrier révolutionnaire. « *Mao c'est le chemin, le long chemin de la victoire.* » (La Cause du Peuple, 1er août 1971).

Qu'en est-il dans les faits ? Après vingt ans de régime maoïste, le capitalisme d'État chinois, évolue vers l'impérialisme et tend à disputer des zones d'influence aux autres impérialistes. « *Mais la Chine est une grande puissance pas comme les autre* », nous disent les maos. Bien sûr, si les troupes chinoises ont occupé le Tibet, ce fut pour « *libérer les Tibétains du féodalisme* ». Et « *l'internationalisme d'un type nouveau* » (La Cause du Peuple dixit) de la Chine de Mao consiste à défendre les droits des Bengalis du Pakistan oriental à se faire massacrer par les armées de Karachi auxquelles elle apporta aide et soutien au nom de l'intégrité territoriale du Pakistan ; en contrepartie, Mao trouve dans le général Yahya un allié militaire contre l'Inde. La république populaire ne cède point le pas aux autres puissances dans la pénétration en Afrique. Avec le fruit de travail des ouvriers et paysans chinois, les bureaucrates de Pékin contribuent à consolider le pouvoir et les bases d'exploitation des bourgeoisies africaines en vue d'avoir leur alliance. Au « *socialiste* » Sékou Touré, n'ont-ils pas offert dix millions de dollars à titre d'aide contre la subversion au moment de « *l'invasion portugaise* » ?

Récemment, après la dispute sanglante pour le pouvoir entre colonels et généraux à Khartoum, où communistes et syndicalistes furent pendus par les vainqueurs, à peine les Russes étaient-ils évincés du Soudan, que les émissaires de Mao vinrent proposer les services de la Chine. Les maos locaux nous expliqueront que c'est pour la cause du peuple soudanais !

Nous ne perdons pas de vue la fourniture d'armes et de vivres de la Chine aux Vietnamiens, Laotiens, Cambodgiens, Philippins, Birmans... contre l'impérialisme américain ; aux naxalites du Bengale contre le pouvoir de New Delhi... On nous dit que c'est pour la cause de ces peuples, pour leur « *indépendance nationale* ». Mais nous ne perdons pas non plus de vue que Mao est le disciple spirituel de Staline. On se souvient que Staline porta un toast à Hitler pour le partage de la Pologne, on l'a vu annexer l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie qui appartenaient autrefois aux tsars et réduire les pays d'Europe centrale en satellites du nouvel empire russe. Mao saura bien, sur les pas de son maître, utiliser tous les mouvements dits de libération au profit des manœuvres diplomatiques de la puissance chinoise. En 1936, Mao confia à Edgar Snow (Étoile rouge de la Chine) qu'il était

伟大的领袖

pour l'indépendance de Formose contre l'impérialisme japonais. Maintenant Pékin parle de Formose comme d'une province de la Chine, d'un « *territoire sacré* » de la grande Chine, et Mme Sie Xue-hong, une communiste formosane clandestine, réfugiée à Pékin, n'a-t-elle pas été déportée au Turkestan oriental (Sinkiang) pour avoir osé rappeler à Mao le droit des Formosans de disposer d'eux-mêmes ? Ce seront bien les paysans pauvres de tous les maquis du monde qui paieront de leur peau la politique de puissance de la Chine maoïste. Ils sont dupés d'une part par les « *libérateurs* », leurs nouveaux maîtres et futurs exploiteurs, d'autre part par le sauveur suprême de la Chine.

Quels renseignements tirons-nous des Citations du Président Mao Tsé-toung ?

C'est sous ce titre qu'est rassemblé dans le petit livre rouge un ensemble d'extraits des écrits de Mao entre 1926 et 1964, qui furent édités à Pékin en 1966 par le « *Commissariat politique général de l'armée de libération* » (l'édition française ne porte pas cette mention). Ils sont présentés par Lin Piao, chef actuel de l'armée, qui exhorte « *les masses des ouvriers, paysans, soldats, cadres révolutionnaires et intellectuels... à étudier les œuvres du président Mao, suivre ses enseignements et agir selon ses directives* » dont l'essentiel se concentre dans ce catéchisme : « *Est juste ce qui réussit, est faux ce qui échoue* ».

La bureaucratie militaire qui préparait le vaste règlement de compte que fut la « Révolution culturelle », d'autre part soupape de sûreté de la fermentation libertaire contre un parti bureaucratique écrasant, publiait cet opuscule à des millions d'exemplaires et répandait aussi les paroles d'un « *chef militaire* » (p. 102), d'un « *maître qui instruit* » (p. 301) et qui a réussi, donc qui est justifié par l'histoire : « *En général, est juste ce qui réussit, est faux ce qui échoue* » (p. 229).

Maoïsme et traditions confucianistes

La bureaucratie du capitalisme d'État, militaire et maoïste, fait de ce petit livre rouge la base morale et politique nécessaire à son autorité, tout comme les fonctionnaires-lettrés de l'ancienne bureaucratie impériale trouvaient leur appui dans les textes canoniques confucéens. Le confucianisme, expression de l'idéal moral et politique féodal de la Chine antique, fut plus d'une fois révisé par la bureaucratie impériale pour être adapté aux formes politiques du pouvoir, mais ses préceptes de base – respect du pouvoir de l'empereur et de ses mandarins, respect de la hiérarchie sociale et familiale, et soumission volontaire de l'inférieur au supérieur, chacun accomplissant les devoirs de sont état (le prince doit se conduire en prince, le sujet en sujet, le père en père, le fils en fils) – ont toujours été utilisés par les gouvernements et le demeurent encore en République populaire, d'après le catéchisme rouge actuel : « *Soumission de l'individu à l'organisation ; soumission de la minorité à la majorité (ce qui se traduit par la soumission de huit cents millions de paysans et d'ouvriers à une dizaine de millions de cadres maoïstes) ; soumission de l'échelon inférieur à l'échelon supérieur ; soumission de l'ensemble du parti au comité central* » (p. 281). Le culte du chef génial couronne tout cet édifice « *populaire* ».

Remarquons qu'à côté du confucianisme, on trouve invoqué dans le petit livre rouge l'autorité d'autres sages, Lao-tseu et Souen-tseu, de l'antiquité chinoise. On y trouve également des adages millénaires exprimant la morale idéale d'une société agraire, de sorte que dans ces textes émaillés des lieux communs du matérialisme historique et de la dialectique matérialiste, Marx-Engels-Lénine-Staline, se trouvent amalgamés à l'antique pensée chinoise. Avant son accès au pouvoir, Mao s'inspirait de l'École des Lois d'avant J.-C. – art de gouverner par les lois, les punitions et les récompenses, opposé à l'art de gouverner par la morale et les rites, professé par les confucianistes – dans la rédaction du programme du parti (11 juin 1945), chapitre X, art. 63 : « *Les membres du parti... qui se distinguent dans l'exécution du programme du parti ainsi que de la politique et des décisions du comité*

central et des organes supérieurs... seront récompensés ». En s'appuyant sur la pensée antique pour la cause d'un nouveau régime d'exploitation, Mao n'a fait que suivre les traces des anciens mandarins (qui, comme lui, croyaient souvent œuvre pour un monde meilleur). Exactement comme lorsqu'il affirme que « *en fin de compte, le régime socialiste se substituera au régime capitaliste, c'est une loi objective, indépendante de la volonté humaine* » (p. 27); les mandarins croyaient eux aussi que le régime de leur époque – le régime impérial – était octroyé par le Ciel (t'ien-ming).

Dictature du prolétariat chinois ou dictature sur le prolétariat et les paysans chinois ?

Nous considérons la victoire militaire de Mao comme la victoire d'une guerre de paysans dans la tradition millénaire des guerres de paysans de Chine, qui n'ont contribué jusqu'à présent à d'autre « *développement de l'histoire* » (p. 11) qu'à la chute des dynasties et la fondation de nouvelles ; ce peuple de serfs n'a vu depuis toujours que des changements de maîtres.

Avant Mao, trois chefs de paysans ont réussi : le premier, Lieou Pang, fondateur de la première dynastie des Han en 206 avant J.-C. ; le second, Tchou Wen, fondateur de la dynastie des Leang en 907, et le troisième, Tchou Yuan-tchang, devenu empereur Ming en 1368. Mao, dans la conjoncture historique du déclin des vieux impérialismes, a pu vaincre la bourgeoisie, les seigneurs de guerre appuyés par les puissances, éliminer le compradorisme[1] qu'il appelle capitalisme bureaucratique (p. 16), le régime de la propriété foncière, qu'il nomme féodalisme (p. 16) et la classe des propriétaires fonciers ; il déclare que son État est fondé sur la dictature du prolétariat (p. 32) qui se propose de réaliser l'industrialisation de la Chine et de moderniser son agriculture (p. 2) ; que le prolétariat industriel est la force dirigeante de sa révolution (p. 15).

Qu'en est-il dans la réalité ? Cet « *État populaire qui protège le peuple* » (p. 275) avec sa police, son armée, et ses cadres hiérarchisés à l'image du mandarinat de l'ancienne Chine, est un appareil de coercition et de répression entre les mains de la nouvelle classe exploiteuse[2], la bureaucratie du capitalisme d'État contre les paysans et les ouvriers qui ne constituent encore qu'une infime partie de la population et n'ont d'autre rôle que de produire pour réaliser les plans de l'État. Cet État paternaliste extrait du labeur des ouvriers et de l'immense masse des paysans la richesse nécessaire à l'accumulation capitaliste.

L'État ne peut être le prolétariat ; le prolétariat ne verra la fin de son esclavage qu'avec la mort de l'État. Si la tâche actuelle « *est de renforcer l'appareil du peuple, principalement l'armée populaire et la justice populaire* » dont les membres ne travaillent qu'occasionnellement à l'usine et aux champs, « *la dictature démocratique populaire dirigée par la classe ouvrière* » (p. 42 s.) désigne exactement la dictature de quelques millions de bureaucrates, policiers et militaires, du parti et de l'administration sur six à huit cent millions d'hommes et de femmes à l'égard desquels il leur est recommandé d'employer la persuasion.

Cependant, afin de pouvoir exercer une activité productrice efficace, étudier avec succès et vivre dans des conditions où règne l'ordre, le peuple exige de son gouvernement, des dirigeants de la production et des dirigeants des institutions culturelles et éducatives qu'ils émettent des ordres administratifs appropriés ayant un caractère de contrainte. Le bon sens indique que sans ces derniers, il serait impossible de maintenir l'ordre dans la société (p. 59, souligné par nous : on retrouve ici dans toute sa pureté l'esprit de l'École des Lois évoquée plus haut).

Mystique de la nouvelle Bible

1. La bourgeoisie chinoise dans sa majorité, dans ses activités économiques, agissait en intermédiaires au service du capital financier étranger; ainsi elle se faisait l'agent des impérialismes occidentaux dans l'exploitation des ouvriers et paysans de Chine.

2. La bureaucratie constitue le propriétaire collectif du capital étatique dont elle tire profit sous forme de salaires et privilèges, en s'octroyant le droit de commande et de décision dans la production, la répartition et la consommation des produits.

Tous les lieux communs du marxisme-léninisme contenus dans ce petit livre enrobent le fait fondamental d'une société d'exploitation et d'oppression de même que la doctrine de Confucius pleine de préceptes moraux excellents évoquait le Ciel pour enrober l'esclavage féodal sans limite des paysans. On peut dire que le petit livre rouge est un traité de morale et de sagesse si l'on entend par sagesse l'adaptation la plus réussie à la société bureaucratique issue de la victoire d'une guerre de paysans et qui nourrit l'illusion d'une société égalitaire et libre pour un avenir lointain en prêchant le sacrifice hiérarchisé et la sujétion dans le présent.

Les deux grands mouvements insurrectionnels paysans du IIe siècle, celui des Turbans Jaunes et celui des Cinq Boisseaux de riz des Maîtres célestes à la fin des Seconds Han (25- 220), comme tous les autres d'ailleurs, ne manquaient pas non plus d'une mystique sociale. Ils eurent leur bible où s'exprimait le rêve de la fin de la souffrance paysanne. Pour les Turbans Jaunes, ce fut le T'ai-ping king, Livre sacré de la Grande Paix ; pour les Cinq Boisseaux, ce fut le Tao-te king, Livre sacré de la Voie et de la Vertu, qui se sont conservés jusqu'à nos jours. Pour les Chinois d'aujourd'hui c'est le petit livre rouge. Tout ce qu'il professe est raisonnable et sage selon les critères de l'ordre social et politique de la Chine paysanne en voie d'industrialisation qui possède beaucoup d'hommes et peu de machines. Et il constitue en quelque sorte un talisman qui protège son possesseur contre tout soupçon d'hérésie.

« *Il n'est possible de transformer le monde qu'avec le fusil* »

Nous vivons encore dans un monde où l'impérialisme alimente le nationalisme des pays pauvres. Que le maoïsme se présente aux nationalistes de ces pays comme un espoir n'a rien d'étonnant, puisque sa victoire en Chine a été éclatante et qu'il proclame à tous que « *le pouvoir est au bout du fusil* » (p. 70) ; puisqu'il promet « *un soutien actif aux mouvements d'indépendance et de libération nationale des pays d'Asie, d'Afrique, et d'Amérique Latine* » (p. 75) ; mais, remarquons-le en passant, il voit en l'impérialisme russe et son empire un « *camp socialiste de neuf cents millions d'âmes* » (p. 77), et lorsque les chars russes firent noyer dans le sang ouvrier l'insurrection de Budapest en 1956, il a appuyé l'argumentation russe et n'a pas condamné la criminelle intervention (p. 65).

Comment se fait-il que le petit livre rouge chinois n'est pas devenu le viatique des milieux ouvriers révolutionnaires des pays industrialisés, comme le furent les écrits des bolcheviks après la révolution russe de 1917 ? Le léninisme — dont la continuité est représentée par le trotskisme d'une part et le stalinisme de l'autre — marxisme russe qui a étranglé les initiatives révolutionnaires des soviets ouvriers russes après sa constitution en État, a perdu beaucoup de son emprise sur l'esprit des ouvriers révolutionnaires des démocraties occidentales (il faut reconnaître que depuis lors le nombre d'ouvriers révolutionnaires a fortement décru sous le coup de la désillusion). Lénine concevait la prise du pouvoir dans une insurrection armée du prolétariat révolutionnaire des villes et pensait en théorie que la démocratie ouvrière se réaliserait à travers les soviets (voir L'État et la Révolution). Tandis que le maoïsme, c'est du stalinisme à la chinoise, un « *marxisme-léninisme* » paysan qui, en plus de son verbiage dialectique, se distingue par son affirmation militaire : « *le pouvoir est au bout du fusil* »; « *c'est à travers les guerres révolutionnaires... que notre parti s'est développé, consolidé et bolchevisé, et sans lutte armée, il n'y aurait pas eu le parti communiste d'aujourd'hui* » (p. 71). Nous nous demandons comment le prolétariat des villes et des champs aurait pu accéder au pouvoir (p. 32) par le moyen d'une armée paysanne. De plus, le maoïsme « *enrichit* » le marxisme : « *Du point de vue de la doctrine marxiste sur l'État, l'armée est la partie constitutive principale du pouvoir d'État. Celui qui veut s'emparer du pouvoir d'État et le conserver doit posséder une forte armée... en ce sens on peut dire qu'il n'est possible de transformer le monde qu'avec le fusil* » (p. 71-72).

Ceci est logique dans la transformation du monde paysan chinois en monde industriel du capitalisme d'État, dans la mutation du servage en salariat. Mais pour la transformation du monde actuel en une société humaine sans exploitation ni oppression, c'est la conscience de l'homme qui sera le facteur déterminant, même si la violence est inévitable dans le processus du bouleversement

révolutionnaire. Bien entendu, la conscience de la vraie libération de l'homme ne s'affirme que dans l'action créatrice, mais jamais dans l'action militaire dans le sens actuel du terme.

Les jeunes des pays industriels qui se groupent derrière l'étiquette maoïste croient trouver le pouvoir au bout du fusil dans la guérilla urbaine, supposons qu'ils arrivent à leurs fins, que vont-ils instituer comme pouvoir au bout de leurs fusils? Peut-être une dictature à la Mao? Et dans leur État marxiste-léniniste, chaque citoyen aura en main un nouveau petit livre rouge.

Dans les pays qui constituent ce qu'on appelle le tiers monde, les partis (embryons d'État) qui reçoivent l'impulsion du maoïsme et sont militairement aidés par la Chine, tendent à établir des régimes sous lesquels les ouvriers et les paysans connaîtront le même sort que leurs frères de Chine : soumission aux ordres des cadres, exécution des plans établis par la bureaucratie étatique et image du socialisme futur annoncé par le prophète.

Aspect léniniste du maoïsme : rôle absolu du parti communiste dans la transformation sociale

Dans une première série de trente-trois rubriques du petit livre rouge, Mao affirme la nécessité d'un parti armé de la théorie marxiste-léniniste, destiné à réaliser l'industrialisation, moderniser l'agriculture, et conduire le pays vers le communisme ; « *Si nous avons le moindre doute à cet égard, nous serons incapables d'accomplir quoi que ce soit* » (p. 4). À l'étape actuelle, qui est la période de l'édification socialiste, toutes les classes et couches sociales, tous les groupes sociaux qui approuvent et soutiennent cette édification et y participent forment le peuple (p. 52). Entre ces classes, couches et groupes peuvent surgir des contradictions, mais des contradictions non antagonistes, qui seront facilement résolues si on considère comme bon et juste ce qui favorise le renforcement de la « *direction du parti communiste* » (p. 55). Cette conception totalitaire implique la nécessité d'une répression idéologique et physique à l'égard de toute pensée et action autonome des ouvriers et des paysans.

Maoïsme, art militaire et édification économique

Dans une seconde série, plus extensive, consacrée aux questions militaires, est résumée l'expérience de

la longue guerre paysanne conduite par Mao. C'est cet enseignement qui intéresse le plus les états-majors de tous les maquis du tiers monde. Mao insiste sur les méthodes appliquées par l'Armée de libération, sur sa stratégie et sa tactique « *qu'aucune armée opposée au peuple ne peut utiliser* ». Des principes militaires précis y sont exposés ainsi que des principes politiques à appliquer par l'armée populaire (pp. 107-110).

Ce genre de « *guerre révolutionnaire* »où l'homme est insuffisamment soutenu par l'armement demande que soient déifiés les « *héros du combat* », de même que l'état encore rudimentaire de l'industrie et le caractère encore primitif de l'agriculture demandent que les « *travailleurs modèles* » soient portés au pinacle : « *Vous êtes des modèles pour la nation chinoise tout entière, l'élite qui fait progresser victorieusement la cause du peuple..., un sûr soutien du gouvernement populaire et un pont qui le relie aux larges masses* » (p. 203). Pour renforcer la conviction des possibilités immenses qui s'ouvrent devant les pays pauvres, Mao évoque une fable antique intitulée Comment Yu-kong déplaça les montagnes. Comme un vieillard plaisantait Yu-kong de cette entreprise insensée, le nonagénaire répondit: « *Quand je mourrai, il y aura mes fils : quand ils mourront à leur tour, il y aura les petits-enfants, ainsi les générations se succéderont sans fin. Si hautes que soient ces montagnes, elles ne pourront plus grandir ; à chaque coup de pioche, elles diminueront d'autant ; pourquoi ne parviendrions-nous pas à l'aplanir ?* » (p. 222).

Outre l'accent constamment mis sur la nécessité du travail de géant réclamé des couches productrices, de nombreuses banalités émaillent les pages du petit livre rouge consacrées à l'économie : pas de gaspillage, pas de prodigalité, pas de ripailles et beuveries (p. 207-208), lutte contre la corruption, la tendance au profit personnel (p. 209), renforcement de l'amour du travail dans l'armée et amélioration des relations entre l'armée et le peuple, l'armée ne portant plus atteinte aux biens du peuple (p. 210), efforts pour surmonter progressivement les difficultés, pas de pessimisme, d'orgueil et de présomption, etc.

Pour terminer cette litanie, nous relevons les conseils aux cadres qui « *ne doivent pas, à l'instar de Khrouchtchev, se prévaloir d'un pouvoir autocratique, attaquer les camarades par surprise, agir en dictateur* » (p. 310). Le lecteur qui ignore que Mao est stalinien orthodoxe est surpris qu'une attaque de cette sorte soit lancée contre celui qui a osé renverser du pinacle officiel feu Staline, qui avait été le nouveau tsar de toutes les Russies. L'autorité de Staline est d'ailleurs évoquée à plusieurs reprises dans ses inspirations les plus banales (pp. 255-257- 259-318).

Aux jeunes sur lesquels il s'est appuyé en 1968 pour se débarrasser de son ancien camarade Lieou Chao-chi (p. 268) et orienter l'industrie vers la production de guerre, il demande de « *coordonner leurs activités avec la tâche centrale du parti* » (p. 324). Aux femmes il propose de sortir des anciens carcans — politique, [clanique], religieux et marital — pour « *participer en masse aux activités productrices* (p. 329). *Il faut que toute la main-d'œuvre féminine prenne sa place sur le front du travail* ».

Mao et ses suppôts militaires ne négligent pas non plus de penser à l'utilisation de l'art et de la culture pour l'édification et le développement du capitalisme d'État baptisé socialisme. Et si Mao est contre « *la tendance à produire des œuvres aux styles de slogans et d'affiches, où les vues politiques sont justes, mais qui manquent de force d'expression artistique* », et ainsi « *restent inefficaces* » il exige cependant « *l'unité de la politique et de l'art* » (p. 335), en somme un art de propagande qui masque l'étouffement de l'esprit dans un régime de conformisme militaro-policier.

ET POUR QUELQUES POIGNÉES DE RADIATIONS DE PLUS.

Voici un texte sur le projet d'une nouvelle réforme du chômage prévu par le gouvernement de Gabriel Attal qu'une étrange dissolution du Parlement a finalement suspendu. Pourtant, ce gouvernement a pendant un temps envisagé de la mettre en place par décret, comme un dernier coup de butoir avant de refiler les affaires à d'autres politiciens et politiciennes après les élections. La réforme a finalement été suspendue, et c'est tant mieux. Si nous le maintenons à la publication, c'est parce que la logique qui sous-tend cette réforme avortée va continuer, et ce quel que soit le gouvernement en place.

Lors du dernier numéro de Soleil Noir, était évoquée la guerre aux pauvres, c'est-à-dire les attaques sur tous les fronts menées au nom de la bonne marche du capitalisme. Faire de l'argent, toujours plus d'argent, et surtout occuper les gens à des activités insensées pour ne pas penser à l'absurdité du monde dans lequel nous sommes plongés.

La planète est un immense camp de travail. De par le monde, des salariés fabriquent des marchandises pour que d'autres gagnent de l'argent, une armée de contrôleurs et contrôleuses vérifient leur travail pendant que d'autres s'ingénient à découvrir de nouvelles marchandises qui seront vendues bientôt comme de nouveaux besoins nécessaires. Il y en a même qui s'évertuent à trouver comment les marchandises vont s'user ou s'abîmer le plus vite possible pour justifier encore plus de travail pour certains et certaines et encore plus d'argent pour d'autres. Même les loisirs sont devenus un travail comme les autres, envahis par la loi du rendement et l'obsession du calcul (en premier lieu du temps). Il suffit de voir un car de touristes faire une pause photo dans n'importe quel endroit jugé typique sur le trajet des tour-operators...

Toute activité s'est réduite à du travail. Il faut dire que l'apprentissage commence tôt : dès les bancs de l'école, cette usine à fabriquer des travailleurs et travailleuses. L'ébullition de l'imagination et le mouvement spontané vers l'aventure et la curiosité des gosses sont rigoureusement asséchés à coups de règlements, de sonneries tonitruantes et d'une cadence basée sur le rythme de l'usine ou du travail de bureau.

Le fait même de ne pas travailler – et donc d'être chômeur ou chômeuse – s'est converti en travail pénible et mal-payé. Comme il était dit dans « La guerre aux pauvres » au sujet des dernières réformes concernant l'emploi et le chômage : « nos vies seront encore plus réduites à un rouage interchangeable de l'économie. Nos rêves, nos passions, nos fragilités ne comptent pas, et nos vies peuvent être broyées pour les profits de quelques-uns et unes ».

Le gouvernement Macron aura fait preuve de zèle sur ce sujet – certes comme sur beaucoup d'autres. La mise au pas des individu-es passe par des tours de vis supplémentaires réguliers. Les réformes sur le chômage se sont ainsi accumulées presqu'aussi vite que les profits

du CAC 40. L'UNEDIC (chargée de l'assurance chômage) est même devenue une pompe à fric redistribué dans l'aide aux entreprises. Depuis 2019, des milliards d'euros sont ainsi détournés de cette caisse d'assurances, financée par chaque salarié et jusque-là gérée par les partenaires sociaux, pour financer les politiques pro-patronales du gouvernement. On appelle ça du vol, tout simplement.

La grande réforme du chômage de 2019 n'était qu'une mise en bouche, elle qui a appauvri des centaines de milliers d'exploité-es, en particulier les personnes passant d'un contrat précaire à l'autre (intérimaires, saisonniers, chargé-es de mission, etc.). Toutes celles et ceux qui essayaient de trouver un chemin digne pour se libérer de temps en temps des chaînes du travail en faisant autre chose, ou tout simplement les moins employables aux yeux d'un patronat réclamant de la chair à usine et à bureau, se sont retrouvés avec des allocs en baisse pour une durée moins longue. Les chiffres du chômage sont bons, déclament gouvernants et chroniqueurs médiatiques : normal, une bonne partie des chômeurs et chômeuses ont été radiés ou n'ont tout simplement plus le droit au chômage...

C'est ensuite les RSAstes qui se retrouvent obligés de travailler 15 heures hebdomadaires pour une misère. Le gouvernement a ainsi rétabli le travail obligatoire et une nouvelle dérogation au SMIC horaire – qui se verra d'autant plus mis à mal. Sans parler du fait qu'en même temps que des facilités au licenciement sont généreusement permises au patronat pour licencier, il devient quasi-impossible de démissionner pour les salariés. Quitter un emploi qui n'a plus de sens, qui est devenu insupportable pour des tas de raisons possibles, devient toujours plus un parcours du combattant. Rappelons au passage que les conditions de travail sont déplorables, tout particulièrement dans nos contrées : selon l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail, le nombre d'accidents de travail en France est reparti à la hausse entre 2013 et 2019, principalement chez les femmes ; l'Assurance maladie relève 738 décès au travail en France en 2022, des chiffres eux-aussi en augmentation et qui font de la France l'un des pires élèves en Europe ; d'après Eurostat, 40 millions de salariés en Europe seraient affectés par des Troubles Musculo-Squelettiques, et le chiffre est en constante augmentation depuis l'intensification du travail instaurée par les nouvelles organisations du travail des années 1980 et 1990. Le travail tue et est mauvais pour la santé.

Mais toutes ces réformes ne sont pas suffisantes pour celles et ceux qui sont engagés dans une guerre aux pauvres tous azimuts. Une nouvelle réforme sur le chômage est dans les cartons et s'annonce saignante (prévue pour décembre 2024) : nouvelle baisse des allocs, nouvelle baisse de la durée d'indemnisation, plus de difficultés pour ouvrir des droits au chômage. La messe est dite : nouveau tour de vis et des centaines de milliers de personnes bientôt sur la paille. L'objectif de mise au pas est même assez clairement affiché : le gouvernement n'espère pas plus de 90 000 personnes supplémentaires en emploi par cette réforme, ce qui revient à dire une goutte d'eau. Il ne s'agit pas de créer de l'emploi – ritournelle habituelle des fanatiques du travail et du capital – mais juste de faire des économies et de faire en sorte que les gens comprennent que ce ne sont que des pions pour l'économie, qui doivent accepter n'importe quel boulot. La crise sanitaire récente avait pourtant montré à quel point l'essentiel des activités de

nos sociétés capitalistes et industrielles n'avait aucune utilité sociale...

Comparons donc le changement en quelques années : avant 2019, nous pouvions ouvrir des droits au chômage après avoir travaillé 4 mois sur les 28 derniers mois, et les droits au chômage pouvaient aller jusqu'à 24 mois d'indemnisation au maximum. Après la nouvelle réforme, vous pourrez ouvrir des droits après avoir travaillé 8 mois sur les 20 derniers mois, et les droits seront de 15 mois maximum – et encore ! si le taux de chômage descend en-dessous de 6,5 % (vous l'aurez compris, en rendant impossible l'accession au chômage pour des tas de gens), ce sera 12 mois. Les nouvelles modalités de calcul de l'indemnité les ont en même temps fait baisser. Et pour parachever l'escroquerie organisée, l'indemnité journalière se calcule désormais sur 30 jours chaque mois, même les mois à 31 jours. Il n'y a pas de petites économies... Il faut donc cotiser plus longtemps pour être moins indemnisé. Rarement on aura vu régression de droits sociaux aussi rapides !

Cerise sur le gâteau de l'exploitation, le pouvoir en place augmente de 53 à 57 ans la possibilité d'avoir des périodes d'indemnisation plus longues. Plus longues, mais raccourcies, puisqu'elles passent de 27 mois à 22 mois. Mais rassurons-nous : les caciques qui nous dirigent ont créé un « bonus emploi senior », qui consiste en une incitation aux entreprises à payer moins cher, à savoir un complément de revenu pendant un an au senior qui aurait accepté un emploi à salaire inférieur par rapport à celui qu'il avait avant. Les entreprises pourront donc continuer à jeter leurs employés à 50 ans et en récupérer quelques-uns et unes à moindre coût quelques années après. Le capitalisme dans toute sa vile splendeur !

On se dit parfois qu'un tel tour de vis ne pourra pas passer sans susciter une grande révolte. On se met à rêver qu'une explosion comme celle de 2018, non pas pour une augmentation du prix de l'essence, mais pour un durcissement direct de l'exploitation, pourrait bien avoir lieu. Hélas ! Les discours sur ces « feignasses » de chômeurs et chômeuses et ces « assisté-es » de RSAstes se sont bel et bien imposés (souvent en parallèle de ceux sur « les immigré-es qui volent le travail »), y compris dans les fractions les plus vulnérables des populations. Mais qu'importe ! Il existe d'autres voies que celles des grandes luttes sociales « de masse », celles des résistances obstinées, des solidarités et des actions affinitaires, des gestes individuels. Après tout, il n'y a pas de dignité dans le travail – contrairement à ce que voudraient nous faire croire les fanatiques de la négociation de la longueur des chaînes. La seule dignité se trouve dans la révolte sans concessions. Vive le feu !

Un va-nu-pieds

CONTRE LE FRONT POPULAIRE, L'EXTRÊME-DROITE, LE SYSTÈME ÉLECTORAL ET LA POLITIQUE !

Juin 2024, élections européennes. L'extrême-droite (RN et Zemmour) rafle la mise avec plus de 35%, tandis que la majorité présidentielle est dans les choux avec 15% (avec environ 50% de participation au vote). Le président Macron décide de dissoudre l'Assemblée et de rappeler à des élections anticipées dans la foulée. Nous revoilà dans une situation où le chantage politique tourne de nouveau à plein, avec l'extrême-droite aux portes du pouvoir. Et déjà, gauchistes à l'unisson avec les politicards de tout bord appellent à la mobilisation soit ouvertement pour aller déverser sa souveraineté dans les urnes – pour mieux, donc, l'abandonner immédiatement –, soit en jouant les petites mains à la gauche en s'alliant avec elle dans la rue contre le fascisme – comme si la gauche n'avait aucune responsabilité sur le fait qu'on en arrive là. Quelques réflexions sur le choix s'offrant aux électeurs et électrices dociles :

-Macron et sa clique : après deux élections qui les ont portés au pouvoir suite au même chantage à faire barrière à l'extrême-droite, on comprend aisément qu'ils soient tentés de rejouer le coup alors qu'ils et elles sont de plus en plus en difficulté. Au pire, le président sûr de lui s'imagine probablement une cohabitation avec le RN qui lui permettrait d'en sortir vainqueur... Sauf qu'après 7 ans de stratégie du choc, il semble que même une partie des macronistes ne supporte plus Rarement le tour de vis aura été aussi brutal et rapide, changeant concrètement les conditions de vie et les conditions de lutte. Evidemment, le chantage à faire barrage à l'extrême-droite est assez risible tant Macron et sa clique se sont échinés à reprendre la même politique que l'extrême-droite, notamment avec la dernière loi sur l'immigration votée avec les voix du Rassemblement National, ou encore sur la répression néocoloniale à Mayotte et en Kanaky. Il n'est d'ailleurs pas sûr que le RN pourrait faire passer autant de choses en étant au pouvoir, étant donné le rapport de forces entre les différentes composantes du Parlement et les divergences au sein de la bourgeoisie. Macron et sa clique ont en tous cas accéléré pour la France le virage encore plus répressif et exploiteur. Cette dynamique est présente partout dans le monde, avec un capitalisme en crise, mais ce gouvernement aura fait fort en laissant loin derrière lui les illusions sur la démocratie libérale, l'Etat social, le capitalisme à visage humain plus ou moins vert.

-Le Rassemblement National : son alliance avec une frange importante des LR (droite) montre aux yeux de tous et toutes pour qui l'extrême-droite roule depuis toujours : le patronat et les classes dirigeantes. Pour enfoncer le clou, Jordan Bardella a très vite annoncé l›abandon de la promesse du RN d›abroger la dernière réforme des retraites et de revenir à la retraite à 60 ans. Aux portes du pouvoir, il n›en est plus question, révélant le fond antisocial très clair du parti. Un parti effectivement comme les autres, faisant de la trahison des promesses un mode de fonctionnement. L'extrême-droite prouve qu'elle est non seulement raciste et réac, mais aussi capitaliste et défend les intérêts d'une fraction de la bourgeoisie. Bref, elle ne changera rien au système, mais continuera le tour de vis tout en détournant les mécontentements sur des boucs-émissaires, appliquant au mieux la devise de tout pouvoir : « diviser pour mieux régner ».
-Le nouveau Front populaire : cette alliance des plus comiques vise ni plus ni moins à éviter tout changement et à rester dans la même situation qu'aujourd'hui, notamment la défense d'une vision très conservatrice de la République. La gauche prouve encore une fois qu'elle existe seulement pour canaliser les révoltes et éviter tout changement de société. Il n'y a qu'à entendre les discours et slogans appelant à «sauver la République», cette république née sur les massacres des révolutionnaires de 1848 et de 1871, réactualisée dans les conditions d'un putsch en 1962... Cette union vise à maintenir l'ordre existant, la bonne circulation du capital, la délégation du pouvoir des individus à des élites corrompues, la marche destructrice du progrès technoscientifique. Qui souhaite un réel changement ne peut résolument pas se satisfaire de cette position. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien que les classes populaires ne votent largement plus à gauche.
Finalement, cette « nouvelle » situation a le mérite de clarifier les choses... Si je mets des guillemets à « nouvelle », c'est bien parce que se rejoue finalement les mêmes dynamiques et les mêmes chantages qu'en 2017 et 2022 au moment des élections présidentielles. C'est pourquoi voici quelques textes de cette période (2 de 2017 par une assemblée autonome créée dans la continuité de la lutte contre la loi Travail et menant de l'agitation anti-électorale ; 2 de 2022, l'un personnel, l'autre par des anarchistes participant aux manifs et rassemblements de l'entre-deux tours avec une position anti-électorale et révolutionnaire), diffusées dans les rassemblements et manifs souvent confus de ces périodes.
L'enjeu des mois et années à venir sera donc de créer une dynamique autonome alternative, capable de faire bouger les choses par l'auto-organisation, l'action directe et l'entraide. Cela va exiger de franchir un saut qualitatif, notamment par des capacités offensives et de coordination plus importantes entre révolutionnaires antiautoritaires revendiqués d'une part et au-delà de ces cercles restreints d'autre part (prisonniers et prisonnières, quartiers populaires, exilé-es, galériens et galériennes, grévistes et personnes en lutte...). Cela débute par des moments réguliers de rencontres et de discussions, des journées d'action coordonnées sur des thématiques communes, de tenir la rue (par de l'affichage et taggage réguliers, des cantines populaires, des cortèges dynamiques et structurés...), de développer un réseau d'entraide notamment face à la répression (capable de planquer et mettre au vert des gens), etc., etc.

Le combat ne se joue pas dans les urnes mais dans la rue !

Depuis quelques mois le cirque électoral étend sa morgue. Médias et politiques s'agitent pour faire de l'élection un enjeu central. On nous exhorte à nous identifier aux préoccupations du pouvoir, d'en accepter la langue de bois et l'agenda. Tout cela révèle ce que les élections n'ont jamais cessées d'être : un moment synonyme de passivité où le goût pour la délégation et la résignation est stimulé. Nous devrions, chagrins ou enthousiastes, confondre nos intérêts avec ceux de l'ordre établi et éprouver de l'empathie pour des représentant -e-s qui se disputent un supplément de part de richesse et de pouvoir. Certain-e-s poussant même le grotesque jusqu'à

s'autoproclamer «anti-systèmes» alors qu'ils ou elles en sont simplement les enfants béni-e-s.

Et les élections promettent encore de nous jouer de sales tours. A l'heure où nous écrivons, nous ne connaissons pas les gagnants du premier scrutin, mais on sent déjà poindre un chantage, dans l'hypothèse où le FN se maintiendrait au second tour. Dans ce scénario manichéen, que tous les plébiscitaires, sociologues, expert-e-s nous vendent déjà à grands renforts de publicité et de communication, se dessine l'union sacrée contre l'abjection «fasciste», et cela pour ratisser large de la droite à la gauche en passant par le centre, l'extrême-gauche et pourquoi pas les libertaires. La pression et ses divers effets de sidération se prolongeront même très probablement dans la période de l'entre deux tours.

Pourtant, quel que soit « l'heureux élu », nous savons déjà ce qui, avec quelques différences anecdotiques, nous attend : le renforcement de la précarisation de nos conditions de survie sur tous les fronts, une chasse accrue aux bouc émissaires, aux chômeurs et chômeuses, un accroissement de l'arsenal répressif avec entre autres la construction de prisons ou l'extension de la légitime défense pour les flics qui n'est rien d'autre qu'un permis de tuer.

Accepter les termes et les enjeux électoraux c'est se soumettre à l'état et la marche actuelle de ce monde de domination et d'exploitation. C'est considérer comme crédibles les partenaires qui cogèrent depuis des lustres le système. Il devient en effet de plus en plus évident que dans ce jeu de dupes, le FN, aussi détestable soit-il, sert de variable d'ajustement politique y compris à titre de repoussoir et tous les pouvoirs en jouent. Pourtant, s'il est difficile d'envisager une élection effective de celui-ci aux présidentielles, tant le potentiel de votes contre lui est important, il semble qu'il est bel et bien intégré dans l'imaginaire et le jeu politique. Que ce soit en jouant sur la peur, l'adoption de mesures sécuritaires, de la loi travail, la corruption des gouvernant-e-s entrainent un cynisme ambiant. Tout cela permet logiquement à l'extrême droite de prospérer et pourrait lui permettre sous peu d'accéder au pouvoir.

Si nous ne goûtons pas aux culpabilisants, pas plus que nous ne goûtons d'ailleurs au masochisme politique, qui nous intiment d'offrir nos voix à ceux et celles qui n'ont eu de cesse de faire passer des lois qui nous foutent chaque jour davantage la gueule sous l'eau et de répondre aux délires sécuritaires et racistes du Front, nous avons en revanche de la mémoire. Après l'élection présidentielle de 2002, contre son concurrent de l'époque JM Le Pen, le vote «Chirac» réunissant, en front républicain droite , centre et gauche réunis, a largement gagner l'élection en agitant l'épouvantail «fasciste». Pour autant loin de stopper les politiques qu'il prétendait combattre le pouvoir chiraquien a poursuivi les campagnes de stigmatisation des immigré-e-s et des classes dangereuses, drapé dans la légitimité plébiscitaire que le scrutin lui avait offert. L'élection de Sarkozy à sa suite a renforcé la promotion et le développement d'idées et pratiques réactionnaires contre les luttes, les étrangers, les migrant-e-s, les rebel-le-s, les roms, les « racailles » comme il les nommait.

Puis l'alternance politique à la faveur de la gauche n'aura pas non plus été en reste en matière de pulsion d'ordre et d'autorité. Elle a enfanté l'Etat d'urgence qu'elle a prolongé tranquillement à plusieurs reprises. Installé en mode de gouvernement normal, l'Etat d'urgence risque de se maintenir et même d'être à nouveau acté en juillet 2017. Il devient de fait permanent car les mesures répressives sont désormais solidement enkystées. Invariablement, droite et gauche et dans un style confondant s'évertuent à mettre à bas les tentatives d'opposition contre le Capital et la domination. Le FN ne s'est donc pas renforcé seul ou accidentellement. Il participe non seulement aux appétits sécuritaires, étatistes et d'encadrement de l'ordre existant, mais il est aussi un produit de l'état actuel de ce monde et de celles et ceux qui s'en attribuent la gestion successive. Par conséquent, et quel que soit le scénario électoral de l'entre deux tours et ou les ré-ajustements politiciens de circonstance, la rigueur libérale, économique, politique et sociale se renforcera adossé à un pouvoir d'Etat fort.
Quant aux alternatives, tant dans leurs versions

chauvines qu'à la gauche de la gauche, quand ce ne sont pas les deux réunies, il est frappant d'observer comment en Europe et ailleurs, lorsqu'elles elles sont au pouvoir, le rapport de force capitaliste, l'Etat et l'ordre se portent comme des charmes. Les exemples ne manquent pas, en Grèce comme en Espagne, non loin d'ici, Podemos et Syriza s'alignent sur les politiques d'austérité de la troika européenne, vident les squats et emprisonnent leurs opposant-e-s, prolongent la rigueur et l'agonie populaire. Cela ne nous étonne pas. Ce n'est pas un malheureux concours de circonstances mais plutôt l'expression de pouvoirs qui, par essence, ne révolutionnent rien et participent activement à la reproduction du système.

C'est pourquoi, lors de cet entre tours et qu'importe le scénario, nous ne rallieront ni un éventuel front républicain, ni un quelconque cartel de gauche, ni un conglomérat d'organisations réformistes. Nous ne ferons pas non plus les petites mains ni le coup de poing pour d'autres au nom du «Tout sauf Le Pen», mais combattrons le pouvoir d'où qu'il vienne. Il y a des manifestations spontanées qui, quand elles ne courent après aucuns pouvoirs, nous semblent beaucoup plus porteuses d'émancipation. De plus et sans médiations ces dynamiques arrivent à passer à l'offensive. Ainsi, à Caen, en 2007 une manifestation spontanée qui s'était dirigée vers le local UMP, tourna rapidement à l'émeute, exprimant à sa manière un accueil au pouvoir sarkozyste, nouvellement élu. Le lendemain, le local de l'UMP était incendié.

Mais quel que soit les résultats électoraux, nous n'aurons le choix que de lutter, notamment contre cette farce électorale et le monde qui l'a créé. Et nous ne risquons rien a priori à le tenter. Parce que nous ne perdons pas de vue que combattre l'extrême-droite ne peut se faire que simultanément avec la lutte contre l'Etat, l'exploitation capitaliste, le patriarcat, le racisme et toutes leurs nuisances. Parce que nous ne souhaitons nous enfermer dans aucunes catégories, ni aucun pouvoir ni aucune organisation, nous appelons à une assemblée de lutte contre cette mascarade électorale et les mauvais coups qui ne manqueront pas de suivre, et invitons chacun, chacune à y participer.

Assemblée autonome, avril 2017,
assembleeautonome.caen@riseup.net

*RDV dès **lundi 24 avril, à 18h,** à l'arrêt de tram Université (Campus 1). Assemblée de lutte contre la mascarade électorale et ses suites*
***Lundi 1er mai** : Cortège contre la mascarade électorale et ses suites. **10h30** place St-Pierre.*
***15h00** : Discussion autour des élections, de la situation sociale et des suites. (Précédée d'une cantine)*
A la pétroleuse, 163 cours Caffarelli

Le combat se joue dans la rue !

« *Il n'est pas de sauveurs suprêmes. Ni dieu, ni césar, ni tribun* »,
Une vielle chanson

Les résultats du premier tour des élections présidentielles, qui n'avaient de toute façon rien de réjouissant à offrir si ce n'est l'oraison funèbre des vieux partis du PS et des Républicains, sont donc tombés. Dans une pâle réédition de 2017, nous devrions déléguer notre pouvoir et marcher au pas derrière le gendre idéal et, surtout, l'Etat et le Capital, ou bien s'abandonner dans les affres du racisme et d'un ''anti-système'' complice au règne de la hiérarchie et de l'argent. Une autre possibilité est d'exprimer sans attendre notre révolte.

Le système électoral et leur démocratie sont des illusions, où on nous exhorte à nous identifier aux préoccupations du pouvoir, d'en accepter la langue de bois et l'agenda. Tout cela révèle ce que les élections n'ont jamais cessé d'être : un moment synonyme de passivité où le goût pour la délégation et la résignation est stimulé. Nous devrions, chagrins ou enthousiastes, confondre nos intérêts avec ceux de l'ordre établi et éprouver de l'empathie pour des représentant-e-s qui se disputent un supplément de part de richesse et de pouvoir.

Ni peste, ni choléra, personne !

Des anarchistes

Rassemblement dimanche 24 avril 2022 à 21h
place du théatre (Caen)

Avec le maintien du Rassemblement National au second tour, tous les plébiscitaires, sociologues, expert-e-s nous vendent déjà à grands renfort de publicité et de communication, l'union sacrée contre l'abjection «fasciste», et cela pour ratisser large de la droite à la gauche en passant par le centre, l'extrême-gauche et pourquoi pas les libertaires. Accepter les termes et les enjeux électoraux, c›est pourtant se soumettre à l›Etat et la marche actuelle de ce monde de domination et d›exploitation. C›est considérer comme crédibles les partenaires qui cogèrent depuis des lustres le système. Il devient en effet de plus en plus évident que dans ce jeu de dupes, le RN, aussi détestable soit-il, sert de variable d›ajustement politique y compris à titre de repoussoir et tous les pouvoirs en jouent. De notre côté, nous ne perdons pas de vue que combattre l'extrême-droite ne peut se faire que simultanément avec la lutte contre l'Etat, l'exploitation capitaliste, le patriarcat, le racisme et toutes leurs nuisances.

Nous savons déjà, quoi qu'il arrive du scrutin, ce qui nous attend : le renforcement de la précarisation de nos conditions de survie sur tous les fronts, une chasse accrue aux bouc émissaires, aux sans-papiers, aux chômeurs et chômeuses, un accroissement de l'arsenal répressif et une accumulation incessante de ravages industriels annoncés, au premier rang desquels de toutes nouvelles bombes à retardement que sont les centrales nucléaires.
Plutôt que de courir après le moins pire, nous pourrions tout aussi bien nous rappeler que les pouvoirs peuvent se défaire dans la lutte. Il y a des manifestations spontanées qui, quand elles ne courent après aucun pouvoir, nous semblent beaucoup plus porteuses d'émancipation. D'autant plus quand sans médiation ces dynamiques arrivent à passer à l'offensive. Ainsi, à Caen, en 2007, une manifestation spontanée avait accueilli à sa manière le pouvoir sarkozyste, en tournant à l'émeute. Le lendemain, le local de son parti l'UMP était incendié. Nous pourrions très bien imaginer que ce genre d'accueil soit le prélude à une autre manière d'envisager la réponse à nos problèmes, sans s'en remettre à un chef : l'insurrection.

1938. L'ÉTAT FRANÇAIS CONTRE LES INDÉSIRABLES

Alors que la gauche convoque le Front populaire pour faire barrage aux Rassemblement National (extrême droite), après leur score écrasant aux éléctions européennes et la dissolution de l'Assemblée Nationale par Emmanuel Macron, un petit rappel historique de ce qu'était le Front populaire en France de 36 à 38 semble bienvenu, bien loin du rempart au fascisme et à ses idées qu'il prétendait être. Le texte qui suit est extrait du livre Prudhommeaux, Un anarchisme hors norme, Tumulte, 2020. Ni Lepen, Ni Macron, Ni Mélenchon! Juin 2024

Les élections législatives du 26 avril et 3 mai 1936 vont porter une nouvelle Chambre des députés, la même qui votera les mesures du Front populaire puis accordera de façon écrasante les pleins pouvoirs à Pétain en juillet 1940. La constitution de ce Front a été permise à partir de 1934 par le Parti communiste qui, c'est au nom de l'unité antifasciste, abandonne la ligne classe contre classe au produit d'une discours patriotique et d'une alliance avec "les classes moyennes" et le Parti Radical. Ce dernier, un parti de notables bourgeois et libéral souvent opposé à la droite la plus conservatrice, s'était déjà allié en 1924 avec le Parti Socialiste (la SFIO) pour former l'éphèmère Cartel des gauches, et c'est donc tous ensemble, communistes, socialistes et radicaux qu'ils vont former les gouvernements successifs du Front populaire entre 1936 et 1938.
Leurs premières mesures seront d'écarter toute menace révolutionnaire, puisqu'entre leur victoire aux éléctions et leur prises de fonction, tout au long des mois de mai et juin 1936, les ouvriers peu confiants vont prendre leurs affaires en main en occupant les lieux de production et en formant des comités de grève. À l'arrivée effective au pouvoir du Front populaire, on compte pas moins de 12 000 grèves, dont 9 000 avec occupation, soit environ 2 millions de grèvistes. C'est ce mouvement qu'une philosophe qui avait connu la condition d'ouvrière l'année précédente et partira en août suivant rejoindre la colonne Durruti en Espagne, qualifiera de joie sans pareille : «*Joie de dire ce qu'on a sur le coeur à tout le monde, chefs et camarades, sur ces lieux où deux ouvriers pouvaient travailler des mois côte-à-côte sans qu'aucun des deux sache ce que pensait le voisin. Joie de vivre, parmi ces machines muettes, au rythme de la vie humaine, le rythme qui correspond à la respiration, au battement du coeur, au mouvement naturel de l'organisme humain, et non à la cadence imposée par le chronométreur.*»
Le premier gouvernement du Front populaire entre ainsi en fonction le 4 juin (avec un Parti Radical qui obtient les ministères de la Défense, de la Justice, des Affaires étrangères ou de l'Éducation), la CGT signe les accords de Matignon avec les représentants des patrons le 8 juin en échange de la fin des occupations (des miettes comme la hausses de salaire vite annulées par la hausse des prix ou la semaine de 40h contournée dès 1938, et une deuxième semaine de congés payés), puis le stalinien-en-chef du parti communiste, Maurice Thorez décrète la fin du mouvement le 11 juin avec sa fameuse phrase « *il faut savoir arrêter une grève*». Inutile également de préciser que jusqu'à leur chute en avril 1938, les gouvernements du Front populaire ont continué le massacre et les incarcérations de masses des révoltés qui luttaient pour leur indépendance dans les colonies françaises, pas plus qu'il n'a touché au terrible Code de l'indigénat, sans compter leur complicité de fait avec les régimes fascistes de Franco, Mussolini ou Hitler. Concernant le premier, le Front populaire refusa son appui militaire aux combattants engagés dans la lutte à mort contre le coup d'État franquiste ; concernant le second qu'il entendait ménager face à l'Allemagne, le Front Populaire mena la même politique de non-intervention face à l'écrasement de l'Éthiopie indépendante par ls militaires fascistes. Et concernant le troisième, le Front Populaire signa le 10 juillet 1937 un accord de

commerce avec le IIIe Reich, comprenant notamment l'accord coke-minerai (fourniture de 600 000 tonnes mensuelles de fer à l'industrie allemande, payée en majorité par des livraisons de 275 000 tonnes de coke à son homologue française). C'est ainsi que le Front Populaire est devenu le premier fournisseur du Reich en textiles, le second en minerai et en phosphate, permettant à ce dernier de consolider son industrie belliciste. Comme il se doit, après avoir gouverné avec le Parti Radical (qui occupa même le poste de président du conseil entre deux gouvernements dirigés par Léon Blum), la gauche finit par lui laisser la place. Dès l'entrée en fonction du gouvernement Daladier le 14 avril 1938 (encore soutenu par la SFIO), son ministre de l'Intérieur Sarraut adresse une circulaire aux préfets concernant les réfugiés politiques (dont de nombreux antifasciste allemands, autrichiens, italiens et espagnols), afin qu'ils renoncent «*à toute action en faveur des conflits d'opinions auxquels ils ont pu participer dans leur pays d'origine*», insistant pour que soit menée «*une action méthodique, énergique et prompte en vue de débarasser notre pays des éléments indésirables (...) qui interviennent, de façon inadmissible dans des querelles ou des con its politiques ou sociaux qui ne regardent que nous*».

Le 2 mai 1938, ce même gouvernement adopte un décret-loi sur la police des étrangers, celui contre lequel s'insurge André Prudhommeaux dans [un] article [...], visant directement non seulement celles et ceux qui entendent continuer de lutter depuis le sol français contre les dictatures fascistes qu'ils ont fuies, mais aussi l'ensemble des réfugiés. Les dizaines de milliers de personnes qui sont parties en catastrophe sans avoir de passeport et sans avoir demandé un visa bureaucratique au consulat français de Madrid, Rome, Vienne ou Berlin et se trouvent donc en situation irrégulière encourent désormais de un mois à un an de prison suivi d'une expulsion du territoire ou une assignation à résidence. Peine de prison identique concernant la solidarité, pour tous les ressortissants fançais qui «*par aide directe ou indirecte auraient facilité ou tenté de faciliter l'entrée, la circulation ou le séjour irrégulier*» de ces derniers. À cela, le décret- loi ajoute la peine de six mois à trois ans de prison pour tout étranger irrégulier qui se soustrairait à un arrêté d'expulsion. Enfin, pour ceux munis de papiers provisoires (et renouvelables de façon arbitraire), tout déplacement leur est désormais interdit, y compris au sein d'une même ville si celle-ci compte plus de 10 000 habitants, sans faire viser leur carte d'identité au commissariat "au départ et à l'arrivée".

En dénonçant dès le 6 mai cette «*récente ignominie du gouvernement Daladier*» pour la relier à la situation dans les colonies, Prudhommeaux avait non seulement vu juste, mais il ignorait encore qu'un autre dispositif colonial allait surgir en métropole quelques-mois plus tard (décret-loi du 12 novembre 1938) contre les «*étrangers indésirables*» : les camps d'internement administratifs, dont le premier fut celui de Rieucros, dans les Cévennes, qui vit passer entre 1939 et 1942 des antifascistes allemands et des antifranquistes espagnols pour les hommes, puis une centaine d'Allemandes opposantes au nazisme, d'Italiennes, de juives en provenance des pays de l'Est et d'anarchistes françaises.

L'ENCRE.

Il fait sombre. Une chandelle éclaire la table en bois sur laquelle repose de vielles feuilles de papier raturées. Une lueur blafarde baigne la chambre. La lune est pleine. Elle perce parfois la couche des volutes de nuages qui rayent le ciel. Dehors les branches craquent un peu sous les assauts du vent. Le tintement de la pluie sur les tuiles de bois se mêlent aux bruits étouffés de la forêt. Parfois, lors de bourrasques plus fortes, l'air s'engouffre entre les planches et les fenêtres.

Sur le sol de planches usées par le temps et l'humidité, on distingue une ombre qui s'étend vers un vieux divan où sont jetées de vielles couvertures. Elle oscille un peu au rythme régulier des nuages qui s'effilochent sous la lueur fade de la pleine lune.

La tête entre les mains, les coudes sur la table, je regarde pensif les franges jaunies des nuages qui se déchirent sous l'éclairage subtil de l'astre nocturne.
Quelques feuilles de platanes marrons rouges sont collées aux carreaux. L'eau ruisselle.
Je ne trouve pas le sommeil... ni l'inspiration d'ailleurs...
Je songe au monde passé.
La solitude est mon amie dans les soirs étranges passés dans ce refuge isolé.
J'aime m'y poser malgré le froid et l'humidité pour écrire les mémoires de ce monde d'entre deux âges. J'aime y poser sur du papier jauni les traces d'un monde disparu et d'un monde à venir.

Je jette une feuille chiffonnée dans un coin de la cabane. Je me jette sur le divan. Je jette une couverture sur le vieux peignoir et le pull qui n'arrivent pas à me tenir chaud. ... Je soupire...

Sur la table, un peu d'encre faite d'un savant mélange de résines goutte de ma plume.
J'écris les récits d'un monde dépeuplé qui tente de survivre. J'écris les récits d'un monde ancien, d'un monde sans âmes, d'un monde peuplé de trop d'âmes qui s'est perdu...

J'écris pour les lectures aux coins du feu lors des rassemblements printaniers éphémères.
J'écris pour celui qui me succédera. J'écris ce que mon prédécesseur m'a transmis. J'écris l'histoire de ce monde qui survit après la chute, l'histoire de ce monde qui perdure malgré tout.

Pierre. 27-11-2023

L'AUTRE TRADITION CRITIQUE DE LA RÉIFICATION

Ce qui qualifie probablement le mieux nos sociétés modernes, capitaliste et industrielles, c'est leur logique de dépossession. L'enjeu de toute émancipation est donc au contraire d'arracher des pans d'autonomie, pour la maîtrise de sa vie et de son propre corps, l'appropriation des finalités de ses activités, le contrôle de ses gestes et de ses décisions.

Analyser la dépossession a été maintes et maintes fois fait, à travers les concepts d'aliénation (devenir comme étranger ou étrangère à soi-même) et de réification (être transformé en chose, en simple moyen en vue d'une fin nous dépassant). Il est souvent considéré que la tradition marxiste a été fondamentale pour déblayer le sujet. Or, c'est oublier la manière dont les anarchistes, et tout particulièrement Bakounine, ont pensé le thème de la réification.

La critique de la réification dans le giron marxiste

Le terme d'aliénation vient du latin *alienus*, signifiant « qui appartient à un autre ». Au 13e siècle, son usage est d'abord juridique, désignant le fait de vendre, puis au 14e siècle, il prend le sens d'un trouble mental. Il va ensuite être emparé par les philosophes. L'aliénation a été un sujet philosophique des plus classiques. C'est toutefois chez Georg Hegel, début 19e siècle, que le concept prend une place prépondérante. Dans la *Phénoménologie de l'esprit,* publié en 1807, il en fait la catégorie centrale du monde moderne, négativité créatrice permettant de tendre vers l'objectivité. Se rendre étranger à soi-même serait une sorte de passage obligé pour tendre à une conscience rationnelle. Cette problématique a ouvert un large champ pour les hégéliens de gauche, particulièrement Ludwig Feuerbach, le penseur de l'athéisme. Dans *L'essence du christianisme* de 1841, il critique le processus par lequel l'individu se convainc de l'existence d'une divinité et se soumet à elle. C'est toutefois Karl Marx qui va donner ses lettres de noblesse au concept d'aliénation, devenue à sa suite une notion essentielle pour bâtir une critique sociale conséquente. Il n'utilisera pourtant lui-même que peu souvent le terme. Ce sont davantage les auteurs fidèles à sa pensée qui théoriseront ce qu'est l'aliénation.

La redécouverte de la théorie de l'aliénation apparaît chez Georg Lukács dans *Histoire et conscience de classe* en 1923, en se référant à certains passages du *Capital* de Marx, en particulier au chapitre concernant « le caractère fétiche de la marchandise et son secret ». Lukács en tire le concept de réification (du latin res, rei, signifiant « chose ») : *l'être humain est transformé en chose, en objet,* soumis aux principes d'un système qui le dépasse.

Ce chapitre du *Capital* consacré au fétichisme dit que les individus sont dominés par les produits qu'ils ont créés et vivent dans un monde où les relations apparaissent non comme des rapports immédiats des personnes, mais comme des rapports entre des choses (plus précisément, entre des marchandises). Alors que l'action humaine permet la réalisation de soi, elle est comme détournée et prise dans un « nuage mystique qui en voile l'aspect », pour la seule réalisation du capitalisme. Bref, tu t'achètes une voiture pour aller travailler et tu travailles pour t'acheter une voiture, mais tu permets surtout au passage, par ta force productive et ta capacité de consommation, le développement du capital.

Plus tôt, Marx avait écrit sur l'aliénation au travail : le travail est extérieur au travailleur et à la travailleuse, à la fois juridiquement (les moyens de production sont détenus légalement par les capitalistes), mais aussi socialement. Le travail devient étranger au travailleur et à la travailleuse,

qui exerce non seulement une domination sur lui, mais même une sorte de violation de sa vie. Le travailleur travaille pour vivre, mais son travail n'est pas la vie. C'est au contraire un sacrifice de sa vie. Ce n'est pas une activité volontaire. Elle est contrainte, et la vie du travailleur et de la travailleuse commence en réalité lorsque cesse le travail – qui lui, comme le savent particulièrement bien les femmes, ne s'arrête pas forcément à la porte de l'usine. L'aliénation désigne alors le processus singulier touchant l'activité humaine : celui par lequel une activité échappe à celui qui en est pourtant l'auteur, et se retourne même contre lui. Pour paraphraser Marx, la force devient alors impuissance.

L'Ecole de Francfort va mener une critique sociale largement basée sur le concept de réification. La réification ne se situe pas seulement dans le travail, mais se développe dans d'autres sphères et par là structure la société. La culture elle-même, en s'industrialisant, devient une force aliénante. Elle s'uniformise : « le film, la radio et les magazines constituent un système. Chaque secteur est uniformisé et tous le sont les uns par rapport aux autres ». Adorno et Horkheimer montrent alors comment l'industrialisation des loisirs et de la culture a tendance à standardiser les modes de vie et les manières de penser et de sentir : « aujourd'hui l'industrie culturelle a pris en charge la fonction civilisatrice de la démocratie des asservis et des chefs d'entreprise, qui n'avait pas non plus un sens très affiné des déviations intellectuelles. Tous sont libres de danser et de s'amuser tout comme, depuis la neutralisation historique de la religion, ils sont libres d'entrer dans une des innombrables sectes existantes. Mais la liberté dans le choix de l'idéologie, qui reflète toujours la coercition économique, apparaît dans tous les secteurs comme la liberté de choisir ce qui est toujours semblable ». La liberté est une illusion de liberté. Le romancier Ballard déclare ainsi dans un entretien de 2001 qu' « aujourd'hui, le seul dilemme auquel on est confronté est le choix entre deux paires de baskets » : choisir entre des marchandises semblables. Les vies sont normalisées, aseptisées et les personnages de ses livres semblent s'accommoder de cette situation : ils sont aliénés, et cèdent d'ailleurs à la folie et à la violence pour, semble-t-il, tenir dans cette situation grâce à une sorte de *catharsis* fascisante.

Marcuse et Castoriadis prolongeront la critique sociale de l'aliénation et de la réification tout en prenant une certaine distance avec Marx et, surtout, les marxistes. C'est aussi le cas des situationnistes. Dans *La société du spectacle* (1967), Guy Debord précise les théories situationnistes. Pour lui, la société contemporaine est spectaculaire, c'est-à-dire que « tout ce qui était directement vécu s'est éloigné dans une représentation ». C'est le règne de la vie aliénée, où l'individu est séparé des autres et de son vécu : il devient spectateur de sa vie. Tous les rapports sociaux sont médiatisés par des images, que le divertissement, la publicité, les informations affermissent. La réalité est comme voilée, entièrement soumise aux forces anonymes du système.

La séparation est au centre de la société spectaculaire : séparation entre les personnes, de la production et de la consommation, des fonctions sociales, des espaces urbains, etc., mais surtout de l'expérience originelle brute, en quelque sorte, de l'existence. Je me retrouve malgré moi entièrement au service du système. Quant à la politique, elle est aliénée, spectaculaire, c'est-à-dire qu'elle ne vise que la reproduction du système en modifiant tout au plus la forme. Elle a pour fonction de masquer la misère et la séparation.

Malgré des détours et des prolongements critiques, la critique de l'aliénation et de la réification restera marquée par Marx et le giron si ce n'est marxiste, du moins marxien. Moins connue et même délaissée, la critique de l'aliénation et de la réification est aussi présente chez les anarchistes.

La réification chez Bakounine

Derrière l'idée de réification, il y a celle d'une sorte de déshumanisation : les individus sont mutilés, comme dévitalisés, privés de leurs potentialités à cause de logiques particulières dans lesquelles ils et elles sont empêtrés. C'est bien cela que signale Bakounine dans sa leçon d'anatomie intégrée à sa critique du « gouvernement des savants » élaborée dans *Dieu et l'Etat.*

« La science, qui n'a affaire qu'avec ce qui est exprimable et constant, c'est-à-dire avec des généralités plus ou moins développées et déterminées, perd ici son latin et baisse pavillon devant la vie, qui seule est en rapport avec le côté vivant et sensible, mais insaisissable et indicible, des choses. Telle est la réelle et on peut dire l'unique limite de la science, une limite vraiment infranchissable. Un naturaliste, par exemple, qui lui-même est un être réel et vivant, dissèque un lapin ; ce lapin est également un être réel, et il a été, au moins il y a à peine quelques heures, une individualité vivante. Après l'avoir disséqué, le naturaliste le décrit : eh bien, le lapin qui sort de sa description est un lapin en général, ressemblant à tous les lapins, privé de toute individualité, et qui par conséquent n'aura jamais la force d'exister, restera éternellement un être inerte et non vivant, pas même corporel, mais une abstraction, l'ombre fixée d'un être vivant. La science n'a affaire qu'avec des ombres pareilles. La réalité vivante lui échappe, et ne se donne qu'à la vie, qui, étant elle-même fugitive et passagère, peut saisir et saisit en effet toujours tout ce qui vit, c'est-à-dire tout ce qui passe ou ce qui fuit ».

Lorsque le scientifique dissèque un lapin en laboratoire pour en étudier les organes, il n'atteint que le général, c'est-à-dire l'objet de l'expérimentation. C'est justement parce qu'il est réduit à l'état d'objet, chosifié. Ce n'est plus l'individu réel, mais un être général sans vie ni particularités : « une abstraction », « une ombre ». C'est ce qui fait dire à Bakounine que « la science n'a affaire qu'à des ombres pareilles », y compris au sujet des individualités humaines. Et ce n'est pas seulement la science qui réduit ainsi l'individu en abstraction. C'est le cas, selon Bakounine, de la théologie, de la politique, de la jurisprudence qui ont la même « tendance fatale de sacrifier les individus à l'avantage de la même abstraction, appelée seulement chacune des noms différents, la première l'appelant vérité divine, la seconde bien public, et la troisième justice ».

Il analyse ici avec justesse la réification : *devenir étranger aux finalités et au sens de ses activités, c'est perdre cette part irrémédiable de singularité du vivant*. L'individu aliéné ou réifié n'est plus l'individu réel, à la fois générique parce que toutes les potentialités se trouvent dans chaque être humain, et en même temps singulier parce que le vivant est toujours particulier. Le giron marxiste mettait plutôt l'accent sur la fragilisation d'une sorte de nature humaine. Malgré des variations selon l'histoire et les contextes, il y aurait des potentialités innées communes aux différents individus : d'où la référence à « un être générique ». L'inverse de cette mutilation serait « l'homme total » ou « l'individu complet ». Il existe ainsi une autre tradition critique de la réification, celle portée dans le giron de l'anarchisme, et qui, sans omettre la dimension universalisable qui existe chez chaque individu, n'en oublie pas pour autant son irréductible singularité.

Or, en transformant les êtres en chose, la réification efface les particularités : *d'individualité, les êtres sont transformés en masses uniformes.* Ce sont des unités statistiques, des travailleurs et travailleuses interchangeables, des voix additionnées lors d'un vote, bref, des chiffres permettant de faire des calculs et des moyennes derrière lesquels s'efface le mouvement de la vie. Or, la singularité définit ce qu'est l'humanité tout autant que les potentialités communes : l'être humain possède des qualités que l'on retrouve chez tout être humain et est en même temps toujours unique. D'ailleurs, cette singularité n'est après tout qu'une coagulation particulière de ces potentialités communes, inscrite dans une biographie d'un *individu réel*, avec son vécu, ses rencontres, ses aspirations, ses doutes, ses fragilités, ses savoirs, ses passions, etc.

Par ailleurs, Bakounine va chercher dans la science en cours de transformation en « gouvernement des savants » la réification, et pas seulement dans l'économie. Il a ici une intuition des plus pertinentes : c'est un processus qui n'est pas seulement économique, mais bien plus large, qui en réalité relève d'un rapport au monde amenant à considérer toute chose et tout être comme un moyen et non plus comme une fin en soi. C'est bien la science qui ira le plus loin dans cette logique – comme nous pouvons toujours le constater aujourd'hui – transformant chacun et chacune en cobaye. Là-dessus, les expériences du médecin nazi Mengele ou des apprentis sorciers du projet Manhattan pour fabriquer la bombe atomique et l'expérimenter sur des populations sont particulièrement éclairantes.

La critique de la dépossession

Il existe en outre un autre paradoxe de la critique de l'aliénation et de la réification. Si l'aliénation sépare les individus de la finalité de leurs activités, sa critique porte aussi en elle un risque de séparation. L'aliénation se situe dans cet espace entre sa manifestation, pouvant susciter de la souffrance, et sa dissimulation – qui est aussi auto-dissimulation. L'aliéné ne se sait pas aliéné. Ce que Marcuse appelait la fausse conscience pose d'emblée une position particulière à celui ou celle qui mène la critique : il prend la parole pour, et donc à la place, des aliénés. Comment éviter dès lors la position de supériorité ? Comment un processus de désaliénation peut être compatible avec des velléités d'auto-organisation et de relations égalitaires ?

La théorie critique issue du giron marxiste reste parfois dans les limbes éthérés de la philosophie. Elle repose alors sur une anthropologie

de l'être humain aliéné, privé d'autonomie et de capacité réflexive, déshumanisé et verrouillé à une société totalisante. La libération ne pourrait venir que du philosophe ou de l'artiste (quand ce n'est pas l'avant-garde éclairé par des intellectuels extérieurs au prolétariat dans la version léniniste), dont l'activité sollicite une forme de rationalité différente et plus à même de prendre une distance avec la rationalité instrumentale dans laquelle est immergée tout individu ordinaire. Le philosophe et l'artiste sont donc les guides pour renouer avec l'authenticité, tandis que l'individu ordinaire s'est transformé en rouage du système, conforme jusque dans ses émotions profondes. La société de consommation a achevé l'aliénation et la réification, transformant l'individu en objet interchangeable sans personnalité.

Cette critique surplombante est, au mieux, prétentieuse, au pire, désarmante : comment imaginer une rupture avec l'existant si toutes les résistances et les révoltes sont passées sous silence, parce qu'inimaginables dans cette critique où l'humanité de chaque individu ordinaire est irrémédiablement mutilée, cadenassée par un système impersonnel de domination totalisante ? Peut-être faut-il changer les termes de l'analyse. L'aliénation entendue comme une mutilation aussi bien de l'être générique que de la singularité de l'individu réel est en réalité une dépossession, *une dépossession des finalités et du sens de nos activités.* La dépossession désigne ainsi le mouvement par lequel nous sommes captés par quelque chose qui nous dépasse.

Peut-être le terme de dépossession permettrait d'être plus clair que celui d'aliénation ou de réification. En outre, réification ne peut que conserver une dimension obscure et difficilement saisissable. Aliénation renvoie quant à lui davantage à une conception condescendante, du fait notamment de sa proximité avec la signification psychiatrique. C'est moins le cas de la notion de dépossession. Le fait d'être aliéné implique immédiatement une responsabilité personnelle, tandis que le fait d'être dépossédé est d'abord le résultat d'une privation des capacités et potentialités par une domination extérieure à soi. En l'occurrence, il s'agit d'une domination surplombante, une logique implacable, une domination impersonnelle. Domination impersonnelle, certes, mais pas anonyme : la dépossession implique toujours quelque chose ou quelqu'un qui possède. La domination impersonnelle est portée par des systèmes bureaucratiques et techniques avec des bâtiments, des infrastructures et des individus en chair et en os, qui restent à portée de mains pour qui souhaite se lancer sur le chemin de se libérer du joug.

En outre, le terme de dépossession est plus précis. Les sociétés industrielles et capitalistes, toujours plus maillées par des systèmes techniques, se caractérisent d'abord par la dépossession : une perte de contrôle des moyens concrets de vivre et de s'assurer des conditions matérielles d'existence. Pourtant, la liberté dépend d'une certaine indépendance matérielle. Les athéniens antiques l'avaient compris, en laissant une grande autonomie à leurs soldats, les hoplites, qui possédaient leurs armes et pouvaient ainsi s'opposer au chef. Un certain nombre d'abolitionnistes aux Etats-Unis avaient encore conscience de ce rapport. Ils critiquaient l'idée qu'il suffirait d'accorder la liberté juridique aux esclaves : sans bases matérielles pour subvenir à leurs besoins, ils seraient contraints de se vendre à leurs anciens propriétaires. C'est pourquoi étaient revendiqués de leur offrir 40 acres et une mule. Cette proposition n'a pas été effective, poussant les anciens esclaves à se faire exploiter par les grands propriétaires du Sud, leurs anciens propriétaires, dans un contexte de ségrégation raciale, ou dans les usines des industriels du Nord.

Nous retrouvons un point essentiel à l'origine du capitalisme : le fait qu'énormément de personnes se sont retrouvées dépossédées de leur moyen de production, en particulier du lopin de terre des paysans et paysannes avec le mouvement des enclosures. Ces personnes ont alors été contraintes de vendre leur force de travail. Aujourd'hui, cette dépossession s'infiltre dans tous les aspects de la vie et est le résultat de la dépendance à de plus en plus de technologies et de systèmes techniques définissant la réalité et programmant le devenir. Presser un bouton ou commander vocalement donne la sensation d'un immense pouvoir,

occultant l'énorme quantité de travail, de matières premières, et notamment de minerai, ainsi que d'énergie pour faire fonctionner ces technologies. À l'autre bout du moindre appareil technologique, il y a toujours des centrales nucléaires, des mines et des travailleurs et travailleuses exploités. Le prix de cet immense pouvoir est la dévastation du monde et la réduction de soi et des autres à ce que Bakounine appelait des « abstractions », des « ombres » sans vie ni singularités. En finir avec la dépossession passe donc par en finir avec ces systèmes qui nous dépossèdent, pour renouer avec la capacité de développer nos individualités propres, loin des masses disciplinées que tous les autoritaires – révolutionnaires compris – souhaiteraient aux ordres.

Nine Kouba

L'EMPLOYÉ, FIGURE CONTEMPORAINE DE LA DÉPOSSESSION

Entre décembre 1929 et janvier 1930, Siegfried Kracauer publie une série d'articles dans la *Frankfurter Zeitung* sur les employés. Il appartient alors à l'Ecole de Francfort, courant élaborant une théorie critique des sociétés capitalistes et industrielles. Ce qu'il décrit est une analyse particulièrement pertinente et d'actualité des conditions de vie dans nos sociétés contemporaines. Il perce à jour les logiques toujours à l'œuvre nous dépossédant. La crise économique frappe durement en cette année 1929, quand Siegfried Kracauer s'immerge dans le monde professionnel et personnel des employés. Cette catégorie qui s'apparente alors à une sorte de classe moyenne de plus en plus nombreuse est en voie de prolétarisation, tiraillée entre sa proximité dans les conditions d'existence avec les opprimés et un état d'esprit bourgeois. Privilégiée sur la brèche, elle reste à la merci du moindre accident de la vie, prête alors à basculer dans la pauvreté.

Cette culture bourgeoise, ils et elles s'en imprègnent sur les bancs de l'école et encore plus lors d'études secondaires. Même s'ils se retrouvent confinés « dans une activité que n'importe quel élève un peu assidu de l'école élémentaire d'autrefois aurait tout aussi bien assumée », la concurrence sur le marché de l'emploi conduit à valoriser les diplômes. C'est en réalité un système de sélection privilégiant la bourgeoisie et celles et ceux s'adossant à ses valeurs. Les formations professionnelles

se chargent de prolonger le processus tout au long de la carrière.

Dans le monde merveilleux des employés, ce qui compte est l'apparence : il faut *avoir l'air* gentil, si possible agréable à regarder et bien apprêté. Il s'agit, partout, « d'étendre un vernis qui en dissimule la réalité rien moins que rose ». Faire du sport, utiliser des produits de beauté, dépenser sans compter dans les vêtements, ingérer des anxiolytiques sont autant d'usages en charge de soigner les apparences. C'est aussi la raison pour laquelle un employé est considéré comme obsolète après 40 ans à l'époque, après 50 ans aujourd'hui.

Aussi sûrement que les ouvriers et ouvrières sont captifs du travail à la chaîne, les employés sont soumis au raffinement du management. Siegfried Kracauer en énumère certains des premiers stratagèmes, comme cet apprentissage en musique de la dactylographie de futures employées : il suffit d'accélérer progressivement le rythme de la musique pour que les jeunes filles tapotent plus vite, et ainsi gagner en productivité. Les méthodes n'ont guère changé et se sont généralisées à tous les secteurs de l'économie. Le personnel soignant doit ainsi noter le moindre acte dans un logiciel sur ordinateur qu'il trimballe comme un boulet. Chaque acte est référencé par un temps moyen permettant de quantifier leur charge de travail afin de mieux la rationaliser, comme si la prise en soins et le temps passé avec un malade angoissé pouvaient se mesurer et être séparés en petites opérations standardisées. L'art de soigner est ainsi découpé comme du travail à la chaîne.

L'employé est le salarié soumis en permanence à la domination impersonnelle des objectifs d'une bureaucratie tournée vers la productivité, relayée par des managers schizophrènes, sorte de dominés dominants repérés par leur propension à ne pas compter leurs heures et à anticiper les besoins de l'organisation. La servilité est récompensée. Elle est aussi entretenue par les réorganisations incessantes : multiplier les projets est un mode de pouvoir, maintenant le salarié en état de fébrilité et de vigilance inquiète.

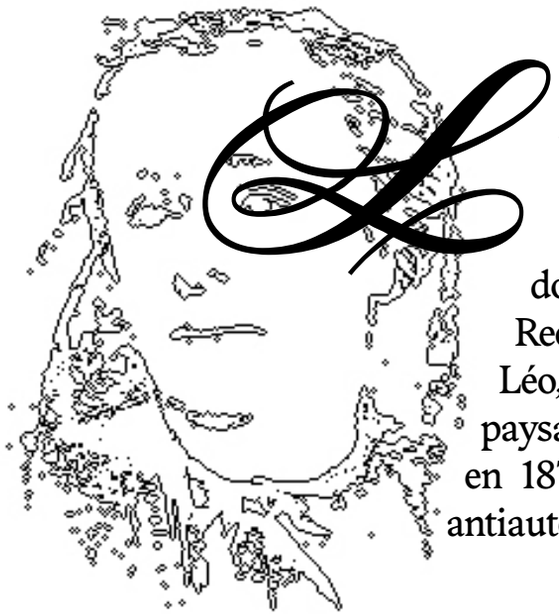
L'employé n'est plus le salarié du mouvement des travailleurs et travailleuses : il se représente d'une autre classe et est d'une autre pratique, celle de la cogestion. Il ne s'agit plus de s'opposer frontalement à la domination et l'exploitation en cherchant à en supprimer les causes, mais d'administrer l'existant aux côtés des dirigeants et dirigeantes. Les représentants et représentantes des employés siègent avec la direction, obtenant des aménagements de poste, freinant l'arbitraire, proposant des activités de loisirs. Ils essaient non seulement de maintenir des conditions de travail supportables, mais contribuent aussi aux intérêts de l'entreprise en pacifiant les rapports sociaux et coopérant aux réorganisations et aux licenciements.

L'employé, finalement, est l'élément le plus représentatif de la masse urbaine. L'adaptation à ce que l'ordre actuel comporte d'indigne est très avancée chez lui. Individualiste, il partage pourtant des conditions communes avec toutes les personnes réduites à vendre leur force de travail : « ils ont tous besoin les uns des autres et chacun voudrait se distinguer

de tous les autres ». C'est un univers constitué de petites hiérarchies sans l'abri spirituel que pourraient constituer les mouvements révolutionnaires et les communautés de lutte. L'existence est vide de sens et les divertissements sont là pour essayer de la remplir. La société s'organise sur le précepte : « s'affairer à travailler, puis s'affairer à se divertir », c'est-à-dire à consommer des contenus culturels transformés en marchandises. L'employé n'est plus que le spectateur ou la spectatrice de sa vie.

Un exploité de bureau

ANDRÉ LÉO LA COMMUNARDE



Le courant anarchiste va rapidement s'intéresser à la vie rurale et à la question agraire, sans se focaliser sur le développement des forces productives, telle ou telle catégorie, ou tel et tel aspect de la domination. Cela a été le cas avec les célèbres Elisée Reclus et Pierre Kropotkine. Mais avant eux, André Léo, de son vrai nom Léodile Béra, s'adresse aux paysans et paysannes lors de la Commune de Paris, en 1871, tout en portant des positions féministes et antiautoritaires.

André Léo, pseudonyme formé par les noms de ses deux enfants, grandit dans un milieu bourgeois républicain. Suite au coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte, elle est condamnée à l'exil avec son fiancé, instituteur et journaliste socialiste. Ce dernier tombe malade et la laisse veuve avec deux enfants. Elle embrasse alors la carrière de romancière, où s'affine sa critique sociale féministe et sensible à la vie rurale. Elle publie notamment *Une vieille fille* en 1859, *Un divorce* en 1865, *L'idéal au village* en 1867, *Aline-Ali* en 1868, ou encore *Légendes corréziennes* en 1870.

En 1860, elle rentre à Paris et adhère dès 1864 à l'Association Internationale des Travailleurs, tout en participant au bouillonnement culturel et social de Montmartre. Compagne de Benoît Malon, elle se lie d'amitié avec Louise Michel, Paule Minck, Noémie Reclus et ses deux frères. Elle commence à porter la question de l'émancipation des femmes et crée des associations portant cette revendication, tout en réfléchissant à des projets d'éducation laïque pour les filles, en ville comme à la campagne.

Socialiste, elle n'est pas idéologue et n'hésite pas à contester non le principe de revendication du mouvement, mais ses diverses théories parfois limitées. Son premier essai, intitulé La femme et les mœurs (1869), est d'ailleurs une critique des écrits misogynes de Proudhon et une dénonciation de la conception bourgeoise de la femme, réduite à l'état d'objet. Pourtant, « *l'histoire des femmes est celle de l'humanité* », et « *partout, dans la littérature, dans le socialisme, dans les complots, dans les insurrections même, la femme déborde* ».

Elle remet en cause les séparations simplistes entre masculin et féminin et s'attaque à ce qui est considéré comme la destinée naturelle des femmes.

> *« Non, il ne résulte pas de la nature et de la destinée féminines qu'une femme doive être mère avant d'être formée d'esprit et de corps. Il est de sa destinée, comme celle de tout être humain, de savoir ce qu'elle fait, à quoi elle s'engage, de stipuler pour elle-même en toute connaissance, en toute liberté, d'être capable enfin des devoirs qu'elle embrasse. »*

La femme n'est pas seulement un agent de reproduction absorbé dans la famille ; elle se détermine elle-même.

Loin de tomber dans les pièges d'un féminisme dissocié de la question sociale, elle y critique aussi l'exploitation des femmes par l'industrie. « *Déclarée faible et subordonnée, et comme telle exclue des avantages sociaux, cependant, elle n'en reste pas moins chargée d'elle-même, sans aucune protection réelle. Une nouvelle force sociale, l'industrie, l'accepte, seulement pour la broyer* ». Le travail ne libère en rien la femme, mais l'enchaîne davantage.

Elle est aux avant-postes lors de la Commune de Paris en 1871. Un corps d'ambulancières est créé sous son impulsion, tandis qu'elle appelle à la formation d'un bataillon de femmes pour tenir les barricades. Elle participe à l'Union des femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés, groupe qui sera pour beaucoup dans le mythe des « pétroleuses ». Dans l'article 14 de ses statuts, l'association prévoit en effet d'affecter de l'argent « à l'achat de pétrole et d'armes pour les citoyennes qui combattront ; le cas échéant, la distribution d'armes se fera par tirage au sort ». Comme lors de la révolution débutée en 1789, des femmes prennent les armes et se trimballent armées, y compris dans les réunions publiques, une manière efficace de clouer le bec aux préjugés sur la place de la femme...

André Léo s'active dans la rue et les comités. Elle écrit aussi dans *Le cri du peuple et La Sociale.* Sa préoccupation majeure est de déjouer la propagande réactionnaire des Versaillais et d'œuvrer à l'association du prolétariat urbain avec les paysans et paysannes. C'est l'une des premières à sentir l'importance de cette thématique pour briser l'isolement de l'insurrection parisienne.

Elle rédige la brochure « Aux travailleurs des campagnes », imprimée et diffusée au nom des travailleurs de Paris en direction de la province à plus de 100 000 exemplaires. Elle y rappelle les intérêts communs entre les gens des villes et des campagnes, et critique la propriété privée qui transforme les individus ordinaires en bêtes de somme. Pour elle, la Commune est d'abord une révolte contre la loi des riches, qui s'engraissent pendant que les autres triment. Elle revendique l'instruction pour tous et toutes, « *que tout le poids de l'impôt tombe sur les richards* », que des asiles soient prévus pour s'occuper des anciens et anciennes, que les juges soient désignés par le peuple. Surtout, elle lance un mot d'ordre : « *la terre au paysan, l'outil à l'ouvrier, le travail pour tous* ». Celui-ci sera ensuite repris sous diverses formes et clarifié dans le mouvement anarchiste, jusqu'aux révolutions mexicaine, russo-ukrainienne, coréenne ou encore espagnole : *Tierra y Libertad !*

Avec l'entrée des Versaillais dans Paris, André Léo rejoint les barricades et se bat sur celle des Batignolles, aux côtés entre autres de Nathalie Lemel. Elle doit ensuite partir en exil pour échapper à la répression des républicains monarchistes au pouvoir, en train de liquider les communards et communardes.

De socialiste, elle se rapproche des positions anarchistes. Il faut dire qu'elle a toujours été rétive aux autoritaires qui « *encombrent le camp de la liberté* » et assiègent le pouvoir « *pour s'en emparer, non pour le détruire* ». C'est même une anarchiste avancée, étant donné qu'elle considère contre Proudhon que l'unité sociale est l'individu, et non la famille. L'être ne doit pas se soumettre à une quelconque abstraction, que ce soit la famille ou la société. Seul l'individu réel peut être libre, pas un groupe ou une société. Certes, l'individu a besoin de conditions favorables au sein du groupe et de la société dans lesquels il vit, mais la liberté se joue au niveau de l'individu, espace du concret où le fait d'être libre ne se mesure pas à des paroles ou des symboles, mais s'éprouve dans la chair. La famille, à l'inverse, peut venir borner, entraver, étouffer la liberté.

André Léo se rapproche de Bakounine en 1872 et s'inquiète de l'influence grandissante de Karl Marx, de plus en plus pétri par les manigances politiciennes et une volonté centralisatrice. En 1899, un an avant sa mort et pendant l'affaire Dreyfus, elle publie encore un pamphlet où elle critique la religion. Elle confirme ses positions antiautoritaires : « *les chefs seuls sont à craindre ; aussi doivent-ils être impitoyablement chassés* ». Dans son testament, elle lègue une rente pour développer une expérience de collectivisation des terres. André Léo a contribué à faire de la condition paysanne et de la place des femmes des sujets essentiels au sein de la question sociale. Une façon d'embrasser tous les aspects de la vie, pour une vie libre et égalitaire. Pour l'anarchie.

JD

A L'ASSAUT DU CIEL !

Fragments de révoltes.

« *La volupté de la destruction est une volupté créatrice* »,
Mikhail Bakounine

15 AVRIL, CAEN : le placard Internet de l'Autorité de Sûreté Nucléaire a été incendié « pour lutter concrètement contre le nucléaire ». Le communiqué évoque aussi le démarrage de l'EPR de Flamanville, autorisé par l'ASN.

10 MAI, LILLE : dans le Centre de Rétention Administrative de Lille-Lesquin, 7 personnes parviennent à s'emparer du badge d'un flic et à partir par la porte
13 mai, Kanaky : une vaste révolte sociale embrase l'archipel, avec barricades, destructions et pillages. 7 morts, dont 4 Kanaks et 2 gendarmes.

6 JUIN, ATHÈNES (GRÈCE) : des aliéné-es (exproprié-es) ont pris d'assaut un supermarché et se sont service avant de partir sans payer. « Nous ne nous contentons pas de poursuivre la survie, sans but, nous ne sommes pas sensibles à l'impasse de la résignation, nous sommes hostiles au compromis », dit le communiqué.

10 JUIN, CHERBOURG (MANCHE) : suite à la mort de Sullivan, abattu par la police, des personnes se révoltent. Rebelotte dans la nuit du 15 au 16, avec le saccage notamment d'une agence France Travail.

13 JUIN, NOYAREY (ISÈRE) : des câbles électriques alimentant Lynred, entreprise fabriquant des détecteurs infrarouges pour le militaire, sont incendiés.

17 JUIN, BERLIN (ALLEMAGNE) : des voitures électriques Tesla fabriquées par l'entreprise d'Elon Musk sont de nouveau prises pour cible par le feu. Les attaques se multiplient depuis l'incendie du pylône haute-tension alimentant l'usine européenne de Tesla le 5 mars.

17 JUIN, SAÏX (TARN) : la série d'incendies d'engins sur le chantier de l'A69 se prolonge, avec un camion porte-char qui a brûlé après avoir été atteint par un cocktail molotov.

18 JUIN, NANTERRE : Obvious Technology, une entreprise sécuritaire des Jeux Olympiques, est prise pour cible, taggée et la vitrine brisée. Elle développe des technologies de surveillance augmentées d'intelligence artificielle.

19 JUIN, KANAKY : les flics raflent 11 personnes de la Cellule de Coordination des Actions de Terrain, et 7 sont embastillés en Métropole à 17000 km de leur lieu de vie. L'insurrection sociale reprend de plus belle.

22 JUIN, PORTLAND (USA) : un pylône électrique est saboté. Le communiqué affiche sa solidarité avec le sabotage contre Tesla en Allemagne.

30 JUIN, ARIÈGE : plusieurs bureaux de vote ont vu leur serrure bloquée à la colle, la nuit précédent le 1er tour des législatives.

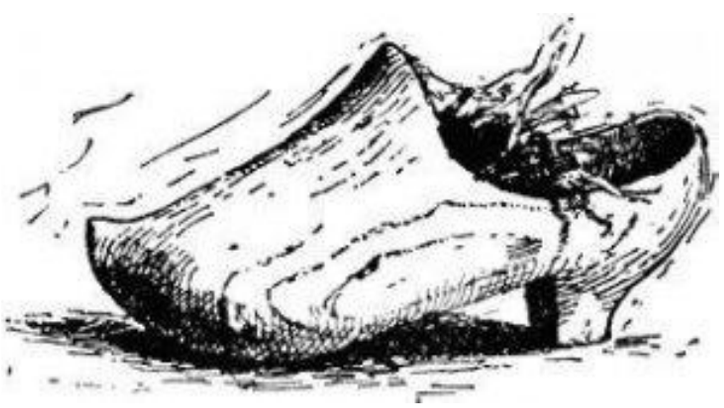
7 JUILLET, DRÔME : plusieurs bureaux de vote sont bouchés à la colle la veille du second tour des législatives.

7 JUILLET, DEAUVILLE (CALVADOS) : des terrains du golf Barrière sont dégradés et une inscription au sol « bourgeois amis des fascistes » a été laissée.

25 JUILLET, FRANCE : une « délégation inattendue » mène plusieurs sabotages coordonnés contre les lignes TGV en France, à quelques heures de la céré-

monie d'ouverture des JO. « Ils appellent cela une fête ? Nous y voyons une célébration du nationalisme, une gigantesque mise en scène de l'assujettissement des populations par les États », rappelle-t-elle, avant d'évoquer le rôle de la France dans les guerres et l'industrie militaire, la répression (notamment suite à la mort de Nahel ou en Kanaky), les ravages industriels, et bien d'autres bonnes raisons de venir perturber la pseudo-fête olympique. Avant de finir ainsi : « Qu'en ce jour résonnent alors, à travers le sabotage des lignes TGV reliant Paris aux quatre coins de la France, les cris de « femme, vie, liberté » d'Iran, les luttes des amazoniens, les « nique la france » venant d'Océanie, les désirs de liberté qui nous parviennent du Levant et du Soudan, les combats qui continuent derrière les murs des prisons et l'insoumission des déserteurs du monde entier.
A ceux qui reprochent à ces actes de gâcher le séjour de touristes ou de perturber les départs en vacances, nous répondons que c'est si peu encore. Si peu comparé à cet événement auquel nous souhaitons participer et que nous appelons de tout cœur : la chute d'un monde qui repose sur l'exploitation et la domination. Là oui, nous aurons quelque chose à fêter. »

29 JUILLET, FRANCE : une nouvelle attaque coordonnée en plein JO, cette fois-ci des réseaux de fibre optique qui sont sectionnés à de multiples endroits. Dix départements sont touchés, entraînant de fortes perturbations sur le trafic Internet. Le lendemain, 195 antennes-relais sont impactées par ces coupures, de nombreux opérateurs, des entreprises, des milliers de foyers. De quoi rompre un peu la normalité de l'ordre existant promue par les JO...



« Lutter, puisque la vie est une âpre mêlée
Où l'on se bat sans fin contre plus fort que soi,
Et marcher le front haut sous la voûte étoilée
Sans se décourager des coups que l'on reçoit.
Lutter de tout son cœur et de toute son âme,
Sur tous les points du globe, et par tous les moyens,
Contre la renaissance et le retour de flamme
De ce qui reste en nous de préjugés anciens.
Lutter contre la peur, contre la maladie,
Contre la profondeur de l'égoïsme humain,
Contre la pauvreté d'un peuple qui mendie,
Contre le désespoir, la misère et la faim.
Lutter contre le joug des maîtres de la terre
Masquant leur dictature en tapageurs discours ;
Contre les trublions, les criminels de guerre,
Aigles noirs de haut vol et répugnants vautours...
Lutter contre les fous qui jouent à pigeon vole
En jetant vers le ciel d'affreux engins de mort...
Et, sans cesse assoiffés de gloire et d'auréoles,
Enchaînant l'avenir au culte du veau d'or.
Lutter pour le succès des causes généreuses,
Pour l'idéal de paix dont on a la fierté,
Pour le destin meilleur des plèbes douloureuses,
Pour le bonheur du monde et pour la liberté.

« Lutter »,
Eugène Bizeau

Contact : soleilnoir-caen@riseup.net